ISSN 0024-7650

CONGRES CGT :

# quand les patrons font la guerre c'est le syndicalisme de tapis vert qui meurt

P.7

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 913 - 30 novembre 1985 - prix : 6 F

Boeing Egypt Air :

## ils prétendent défendre les otages, ils les massacrent

P.9

# LE PS APPELLE AU SECOURS ET SE FICHE DES TRAVAILLEURS

M 6189 - 913 - 6 F

# SOMMAIRE


## International

**Page 8 :**
— Colombie : qui avait intérêt à cacher le danger du volcan à la population ?
— Honduras : le "jeu du président" dans le pays des "contras".
— Afrique du Sud : la police tire sur la foule.

**Page 9 :**
— Ceux qui prétendent défendre la vie des otages... et qui les massacrent.
— Reagan-Moubarak : "ça baigne"... dans le sang.
— Liban : PSP et Amal font la paix à Beyrouth.

**Page 10 :**
— Hassan II-Mitterrand : pas de contentieux entre la dictature et le gouvernement socialiste.
— France-Sénégal : un prêté pour deux rendus.
— URSS : sur le tiers du budget qui va aux crédits sociaux, combien pour la bureaucratie ?

## Politique

**Page 4 :**
— Les Turenge passeront Noël en prison : Wellington n'est pas Nouméa.
— La télé dans les cellules : une gauche plus trouillarde que généreuse.
— Magistrats indélicats : à vous de juger !

**Page 5 :**
— Le PS crie au secours et se fiche du peuple.
— PC : la lutte des classes au service des urnes.
— A droite : les murs d'argent.

**Page 6 :**
— La baisse des effectifs syndicaux : le réformisme en crise.
— Quand les patrons font la guerre, c'est le syndicalisme de tapis vert qui meurt.

**Page 7 :**
— La CGT : un appareil réformiste comme les autres mais une base militante différente.
— La LCR et les élections.

**Page 16 :**
— SOS-Racisme et les intellectuels : un antiracisme qui s'accomode de la ségrégation sociale.
— Travailleurs de tous les pays, soyons unis !

## Social

**Page 11 :**
— RNUR Billancourt, la situation après la grève d'octobre : après une drôle de grève, un drôle de paiement.
— Assurances Abeille-Paix Paris ; SNCF Ateliers de Nanterre ; EGF Paris-Sud.

**Page 12 :**
— Dans les entreprises : CIT Orléans ; Crédit-Lyonnais Paris ; CHR Hôpital Général de Dijon ; Bernard Moteurs Rueil ; SNECMA Gennevilliers ; BNP Bergère.
— Les salaires à la chaîne.

**Page 13 :**
— Cablauto (région toulousaine) : ils veulent nous rendre flexibles.
— Pas si flexibles que ça, les travailleurs : BNP Bergère et Barbès, Renault Flins Sellerie, Citroën Saint-Ouen, SNCF Conflans, Chausson Asnières.

## Loisirs et culture

**Pages 14 et 15 :**
— Films : *Corbeaux et moineaux ; Mémoires de prison ;* sélection.
— Livres : *Afrique du Sud,* un numéro hors-série de la revue *Autrement ; Les noces barbares,* de Y. Queffélec.
— Sélection télévision.


**LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.**

**Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.**

**Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.**

**Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.**

**C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.**


**LUTTE OUVRIÈRE**

Hebdomadaire édité par la société Editions E.A.
BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18.
SARL au capital de 20000 F — Durée : cinquante ans.
Gérant : Michel RODINSON - Associés : René MARMAROS, Isaac SZMULEWICZ, José CHATROUSSAT.
Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel RODINSON.
Tirage : 15000 exemplaires.
Composition : Point Virgule Photocompo, Paris. (1) 48.74.29.74.
Impression : Les Marchés de France, Gonesse (Val d'Oise).
Commission Paritaire des Publications n° 64995.

**Adresser toute correspondance à :**
**LUTTE OUVRIÈRE**
**B.P. 233**
**75865 PARIS CEDEX 18**

**Abonnements et soutiens :**
**Chèques bancaires à l'ordre de Michel RODINSON.**
**Virements postaux à : Michel RODINSON, CCP PARIS 6851 10 R.**


NON-CUMUL DES MANDATS

# ENCORE PLUS DE "PLACES" POUR FAIRE VIVRE LES APPAREILS POLITIQUES

Les deux projets de lois concernant le non-cumul des mandats viennent d'être votés par les députés du PCF, du PS et de l'UDF. Seul le RPR s'y est opposé, surtout parce qu'il ne veut pas à 4 mois des élections paraître approuver quelque projet gouvernemental que ce soit.

En faisant en sorte que pas plus de deux mandats puissent être cumulés, par exemple qu'on ne puisse être à la fois maire d'une commune de plus de 9000 habitants, député et conseiller régional ou membre du parlement européen, les politiciens qui ont soutenu le projet espèrent faire accéder aux rémunérations et indemnités diverses auxquelles ces fonctions donnent droit, un plus grand nombre d'individus. Quitte à limiter les appétits individuels de certains caciques locaux qui arrondissent leurs revenus en cumulant le plus de postes possible.

Tous les partis sont intéressés à faire plus de place autour de la mangeoire, parce que tous reposent plus ou moins sur des appareils formés avec des hommes rémunérés par l'Etat. C'est en cela qu'ils en sont finalement des appendices. Avec des variantes, selon qu'il s'agisse du PCF ou des partis de droite, le premier, contrairement aux autres, ayant malgré cela une base militante formée pour une grande part de travailleurs dévoués et désintéressés.

Quant au Parti Socialiste, tout comme les partis de droite, il est devenu essentiellement un parti de notables. S'il a pu même pendant la période de ses plus basses eaux électorales à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix — avant la remontée que lui a permis l'Union de la Gauche — conserver des dizaines de milliers d'adhérents, c'est grâce à ses élus en tout genre, en particulier ceux des dizaines de milliers de communes des 95 départements, mais sûrement pas grâce à une base militante alors inexistante au sein de la classe ouvrière.

Après cinq années de gouvernement de gauche qui se traduiront selon toute vraisemblance par un sérieux recul électoral, le problème des places risque de se poser d'une façon aiguë pour le PS. Il aura beaucoup de monde à recaser, et ce malgré la création des Conseils de régions élus, et l'augmentation du nombre des sièges de députés de 480 à 600.

Le principal intéressé de ces lois sur le non-cumul des mandats est peut-être le PS, mais il n'est pas le seul. Et si Giscard d'Estaing est apparu à cette occasion comme ralliant l'UDF au projet, ce n'est pas une surprise, car il avait été lui-même en 1978 à l'origine d'une tentative de ce genre qu'il n'avait pas menée jusqu'au bout. Le non-cumul n'a donc rien d'une mesure de gauche. Et si une fraction de la droite l'a rallié et voté avec la gauche, cela n'exprime finalement qu'une chose : la solidarité de fait existante entre les appareils politiques qui vivent des prébendes de l'Etat.

**Louis Guilbert**

## en bref

### Pouvoir d'achat ouvrier et statistiques présidentielles

*"Le pouvoir d'achat s'est accru de plus de 11 % depuis 1981"*, a lancé Mitterrand lors de sa conférence de presse. Mais la même INSEE, à laquelle Mitterrand a dû puiser ce chiffre englobant tous les Français riches et pauvres, annonce que le salaire horaire ouvrier moyen aurait progressé de seulement 5,4 % entre 1981 et 1984. Comme il y a dans ce chiffre 2,5 % provenant de la compensation de la réduction du temps de travail de 40 heures à 39 heures, c'est en fait 2,9 % d'augmentation qu'ont enregistré selon l'INSEE les salaires mensuels ouvriers.

Si les ouvriers sont en dessous de la moyenne (pour ne pas parler des chômeurs), les riches doivent, eux, avoir battu tous les records.

### Catastrophe minière de Forbach (février 1985) : inculpation neuf mois après

Quelques jours après la parution des conclusions de l'enquête sur les causes de la catastrophe de Forbach, le 25 février dernier (il y avait eu 22 mineurs tués et 103 blessés), un juge d'instruction vient d'inculper le directeur du puits Simon d'"homicide involontaire".

Le rapport d'enquête était accablant : pas de visite de reprise, pourtant obligatoire après un arrêt d'un week-end ; pas de "régisseur" (appareil permettant de réguler le débit d'air dans l'un des ventilateurs) ; pas d'arrêt-barrage (stoppant les effets de l'explosion dans les galeries) à la distance réglementaire ; pas de télégrisoumètre (détecteurs d'accumulation de gaz explosif) à l'endroit de l'accident...

Des mineurs ont payé de leur vie le non-respect de ces règles élémentaires de sécurité. Quant à savoir ce que les responsables encourent, il suffit de se rappeler qu'après la catastrophe de Lievin (en 1974), un chef de siège avait été condamné au bout de 7 ans ... à 10 000 F d'amende, et qu'à la suite de celle de Merlebach (en 1976), aucune condamnation n'avait été prononcée.

### École porte ouverte : la combine d'un censeur à poigne

Comment se débarrasser de quinze élèves d'une classe terminale d'enseignement technique jugés trop peu travailleurs ?

Pour le censeur du lycée Ferdinand Buisson à Elbeuf, il suffisait de se mettre dans la peau d'un patron qui veut licencier et qui fait jouer les départs au volontariat... obligé.

Comme quatorze de ces élèves étaient majeurs, il leur avait fait signer une lettre de démission *"pour raisons personnelles"*, la date devant être apposée par le censeur en temps voulu.

L'affaire ayant été rendue publique par des parents qui ont protesté, les lettres ont été déchirées. Mais c'est le censeur qui ne doit plus rien y comprendre : n'avait-il pas entendu son ministre expliquer que l'école devait être ouverte sur la vie ?

### Gare aux cadeaux

Reagan, Gorbatchev et leurs dames ont procédé aux traditionnels échanges de cadeaux avant de se séparer à Genève.

Saladier, théière, collier et autres babioles... la tradition diplomatique a été respectée.

Un ambassadeur américain avait ainsi reçu en guise de bienvenue à Moscou un magnifique presse-papier en forme de canard. Le canard fut mis à sa place sur le bureau du diplomate... et les agents du KGB se précipitèrent sur leurs écouteurs.

La CIA découvrit plusieurs mois plus tard que le bec du vilain petit canard était un micro-émetteur !

Après tout, Giscard n'avait pas tout à fait tort de n'accepter que des diamants. Ça au moins, c'est transparent.

### Ça grouille à droite : encore quelques places... sur les listes du Front National

Comme l'écrit *Le quotidien de Paris* du 25 septembre, bien informé en la matière, *"les listes pour les prochaines élections sont actuellement verrouillées dans tous les grands partis de l'opposition, sauf au Frond National"*.

Alors on s'active tant qu'il est encore temps du côté des laissés-pour-compte.

Le week-end dernier, une série de clubs et d'associations de droite ont conclu, de "travaux" en "états généraux", qu'il était urgent de s'allier à Le Pen. Ils ont appelé cela un *"vaste rassemblement de l'opposition de conviction" !* C'est qu'il n'apprécient pas d'être rejetés *"par les partis d'opposition jaloux de leur monopole" ;* ce qui a au moins le mérite de la franchise !

C'est à cette occasion qu'on a vu ressurgir Jean Royer, ancien ministre et député-maire de Tours. Etant la seule personnalité connue présente, il a toute ses chances... au cas où l'extrême-droite aurait quelques députés.

# LES SUBVENTIONS DE FO ET LES MÉCÈNES DE "LIBÉRATION"

Dans son numéro du 27 novembre, le journal *Libération* a consacré quatre pages à la "révélation" des fonds secrets que FO reçoit du gouvernement américain, par le biais d'une *"Fondation pour le développement et la démocratie"*. FO aurait ainsi touché en secret sept millions de francs depuis avril 1984, ce qui représenterait, paraît-il, environ 10 % du budget annuel de cette centrale syndicale.

En guise de scoop, *Libération* est en retard de ... 38 ans ! Car c'est depuis 1947, date où la scission de la CGT donnait naissance à FO, que cette centrale touche des subsides du gouvernement américain. C'était l'époque de la Guerre Froide, et toute opération tendant à diminue l'influence des Partis Communistes en Europe était la bienvenue pour Washington.

Evidemment, cet argent touché par FO vient de gens intéressés, et avec qui FO entretient de bonnes relations ; ce qu'il rétribue, c'est les 10 % d'anticommunisme qu'il y a à FO. A vrai dire, il y a des gens aux USA (comme ailleurs) qui ne savent pas quoi faire de leur argent, placent plus ou moins bien leurs subventions, sans forcément espérer être vraiment payés de retour. Quand on voit que cette même "Fondation" généreuse verse aussi 5,7 millions à ce petit groupuscule d'extrême-droite étudiant qu'est l'UNI, on se dit qu'elle a vraiment de l'argent à jeter par la fenêtre, et qu'elle doit avoir un certain nombre de parasites à ses basques. Dans le même ordre d'idée, il n'est même pas sûr que la même Fondation demande quelque chose à FO en échange de ses subventions.

Le scandale serait qu'il s'agit de "fonds secrets" ? Mais secrets vis-à-vis de qui ? Si les organisations ouvrières n'avaient des secrets que par rapport à l'Etat, si même elles se débrouillaient pour soutirer en cachette de l'argent à quelques organismes officiels ou officieux de la bourgeoisie, voire à un gouvernement étranger, ce n'est pas cela qui gênerait les travailleurs. Au contraire même. Ce qui est bien plus gênant par contre, ce sont les secrets des bureaucraties syndicales vis-à-vis des travailleurs eux-mêmes.

En réalité, ce qui lie les bureaucraties syndicales aux appareils d'Etat de la bourgeoisie, c'est bien autre chose que les fonds secrets ou publics qu'elles en tirent. Il y a les subventions directes versées par le gouvernement à toutes les centrales syndicales. mais ce n'est pas le plus important. Et l'argent, on peut toujours en disposer comme on l'entend. Ce qui rend les bureaucrates syndicaux si dépendants de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, ce sont les postes qu'occupent des syndicalistes dans divers organismes d'Etat (Conseil Economique et Social, Commissions du plan...), dans les divers conseils d'administration de sociétés nationalisées (SNCF, EDF,...). Et ce sont aussi, tout au bas de l'échelle, les divers avantages légaux (gestion des œuvres sociales, heures de délégation) des responsables syndicaux locaux, qui soustraient les syndicalistes au contrôle des travailleurs.

Quant aux simples subventions venues de l'Etat français ou d'ailleurs, ce n'est pas cela le plus gênant, ni ce dont les travailleurs doivent s'indigner. C'est la politique que mènent ces syndicats qu'il faut juger, leur liberté d'action vis-à-vis de la bourgeoisie (et l'utilisation de l'argent dont le syndicat dispose, qui dépend de cette politique).

Et puis, si on adoptait la même démarche que cette presse qui s'indigne contre l'origine des fonds syndicaux, que doit-elle, elle, à ses publicitaires et actionnaires qui la financent ? Le journal *Libération* est lui-même financé par le groupe Schlumberger, les Riboud, les proches de Seydoux, les mêmes que l'on retrouve intéressés à s'acheter la cinquième chaîne de télévision après s'être acheté un journal "de gauche".

Et pourtant, les journalistes n'affirment-ils pas qu'ils ne sont pas aux ordres de qui les finance ? Ne font-ils pas leur code de l'honneur de cela ? N'ont-ils pas une clause de conscience ?

Indépendamment du financement du papier (et du reste), les journalistes qui le noircissent ont leur conscience, nous répondraient sûrement les journalistes de *Libération*. Mais pourquoi un syndicaliste aurait moins de conscience qu'un journaliste ?

Ce qui peut préoccuper les travailleurs, ce n'est pas en soi l'origine des diverses subventions reçues par les appareils syndicaux. Ce n'est pas la question "d'où vient l'argent" ? C'est la conscience des syndicalistes qui se prétendent les porte-parole des travailleurs, leur capacité à se mettre sous le contrôle de ceux-ci. C'est la politique qu'ils mènent.

Et c'est là-dessus, par contre, que les travailleurs ont bien des choses à redire (même si ce n'est pas ce qui intéresse les journalistes).

**Olivier BELIN**


## BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

**LUTTE OUVRIÈRE**
**pour une période de un an : 180 F**
**pour une période de six mois : 95 F**

**LUTTE DE CLASSE**
**(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)**
**pour une période de un an : 60 F**

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____ Code postal _____

*Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson CCP PARIS 6851-10 R.*
*A expédier à Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.*

*(1) Rayer les mentions inutiles.*


ÉDITORIAL

# LES CHEFS DU PS LANCENT LEUR CAMPAGNE ÉLECTORALE... ET MONTRENT CE QU'ILS ONT DANS LE VENTRE

Le PS a lancé sa campagne électorale par une première vague d'affiches géantes dans tout le pays.

Si le style, c'est le parti, on est édifié. Ils croient si peu en ce qu'ils disent, en ce qu'ils sont, en ce qu'ils font, les socialistes au gouvernement, qu'ils ont déjà adopté comme style de campagne celui des pubs Berlusconi, avant même que la 5e chaîne soit entrée en fonction. Le style pub-canular. Mais même dans le genre, n'est pas Coluche qui veut. Et même quand ils croient se distinguer, les socialistes ne réussissent qu'à se trahir.

Si encore on avait vu sur les murs des affiches : *"Au secours, la droite revient"*, avec la photo de Mitterrand et Fabius, les yeux exorbités et les cheveux qui leur restent dressés sur la tête, les électeurs de gauche se seraient peut-être dit qu'ils ont l'humour un brin masochiste, les socialistes, mais enfin, que leur campagne a le mérite d'un minimum d'authenticité. Et, qui sait, cela aurait peut-être acquis au PS l'indulgence d'une partie du jury électoral.

Mais non. C'est à un ouvrier, une secrétaire, un étudiant, un employé, une femme de ménage, que le PS a préféré prêter sa propre trouille électorale. Trois mois avant de passer la main à la droite, le PS a voulu faire de l'humour (paraît-il), et n'a réussi à afficher (c'est le cas de le dire) qu'une bassesse supplémentaire.

Il fut un temps où on pouvait, disait-on, distinguer un bourgeois de gauche d'un bourgeois de droite à leur "sensibilité". Il y avait une "sensibilité sociale" de gauche. Quatre années au gouvernement ont fait fondre la sensibilité comme le reste. Les hommes de la gauche socialiste affichent le même mépris des travailleurs, les mêmes insultes à l'intelligence des gens du peuple, la même goujaterie à l'égard de l'électorat, que ceux de la droite.

Les esclavagistes se représentaient les "bons nègres" roulant les yeux de frayeur. Les antisémites prêtent leur propre lâcheté aux Juifs. Les socialistes, eux, sont incapables de choses pareilles. Ils se contentent de prêter aux gens du peuple leur propre pusillanimité. C'est leur fantasme à eux. Ils ne sont pas racistes, eux. Mitterrand nous l'a bien dit. Mais le racisme social, apparemment, ils connaissent...

Alors, disent les responsables de la campagne électorale du PS, il s'agit *"de faire bouger le peuple de gauche"*. Au siècle dernier, ils auraient dit : *"Il s'agit de faire bouger nos gens"*, en laissant entendre aux gens en question qu'avec la droite, ce sera pire qu'avec eux.

Sacrés socialistes. Comme ils le connaissent mal, ce "peuple de gauche". Comme ils sont loin de ce que peuvent penser aujourd'hui les secrétaires, les femmes de ménage, les ouvriers qui avaient peut-être cru en 1981 que la gauche serait moins pire que la droite mais qui, depuis, ont eu tout le temps de voir... et de juger.

Oh, ça ne leur a pas précisément remonté le moral, aux travailleurs, de pouvoir juger. Ça les a même plutôt rendus silencieux pendant que la droite donnait de la voix et se faisait entendre. Mais ils ont jugé quand même. Et si ce n'est jamais très drôle de perdre ses illusions, c'est toujours utile pour l'avenir.

Alors, la droite, les bourgeois, les patrons, eux, ne comprennent pas plus les sentiments des travailleurs que les socialistes, évidemment. Ils croiront sans doute qu'ils pourront profiter d'une victoire électorale en mars 1986, qu'ils pourront abuser. Qu'ils pourront se sentir encore plus forts contre les travailleurs en cette période de chômage ; qu'ils pourront en rajouter sur le terrain social préparé par Mitterrand et Fabius, en rajouter sur la remise en cause des droits sociaux, la baisse des salaires, la flexibilité des travailleurs. Ils ne feront ainsi qu'accumuler la colère silencieuse.

Oui, la bourgeoisie remet à l'ordre du jour la lutte de classe, et elle croira peut-être pouvoir rendre cette lutte plus ouverte encore après mars 1986. Mais ce n'est pas cela le pire pour les travailleurs. Le pire, c'est d'être ligotés par les mirages électoraux et les illusions réformistes.

La lutte de classe, c'est le seul terrain où la classe ouvrière a des chances d'être gagnante. Car, elle, n'a rien à y perdre.

*Arlette LAGUILLER*

*Les grands partis lancent leur campagne électorale*
*VOIR NOS ARTICLES PAGE 5*

# DES DEUX CÔTÉS DES BARREAUX

## LES TURENGE EN PRISON

## WELLINGTON N'EST PAS NOUMÉA

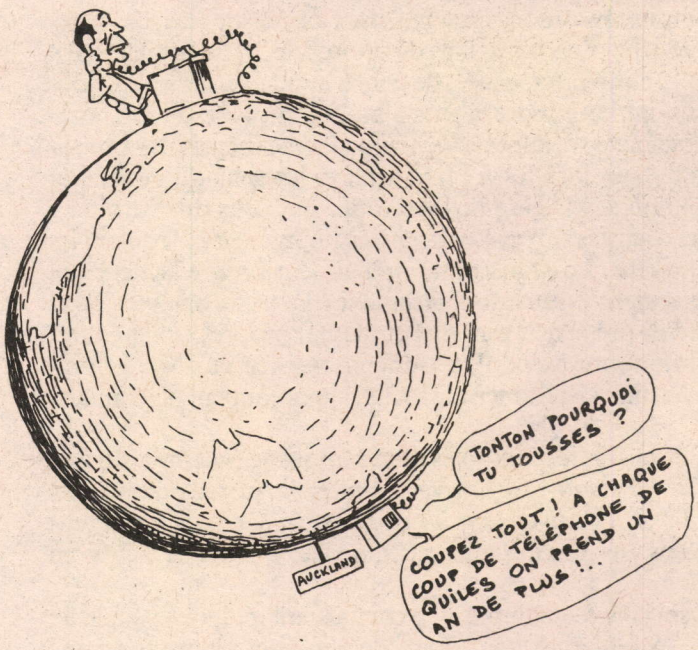
Ils en ont un culot, ces Néo-Zélandais ! Ils ont osé condamner à dix ans de prison nos deux agents secrets, Mafart et Prieur, qui n'avaient fait qu'entrer dans le pays sous une fausse identité et y organiser un attentat qui a tué un homme.

Heureusement, la défense des droits de l'homme étant une spécialité de longue date de nos gouvernants socialistes, de même que la diplomatie, on allait voir ce qu'on allait voir.

Cela avait commencé au plus haut niveau, lors de la conférence de presse de Mitterrand qui avait expliqué, la veille du jugement, ce qu'il fallait penser de l'affaire : *"Je suis convaincu qu'un juge, en sa conscience, tiendra le plus grand compte de ces éléments"*. Les juges néo-zélandais ont eu le mauvais goût d'en être indisposés et ont condamné les deux accusés à dix ans de prison. Mais la leçon n'a pas suffi à nos orgueilleux personnages.

*Le Monde,* annonçant la condamnation, n'hésite pas à titrer que les deux agents français *"devraient être expulsés avant trois mois"* et donc sortis des geôles néo-zélandaises. Quant au ministre de la Défense, Quilès, il trouve le moyen de téléphoner aux emprisonnés pour leur donner rendez-vous : *"Peut-être pour le réveillon de Noël ?"*. Le Premier ministre de Nouvelle-Zélande s'est permis de déclarer : *"Je passerai mon réveillon de Noël en Nouvelle-Zélande, comme les Turenge !"* En prime, le téléphone a été retiré aux deux prisonniers.

Ainsi le gouvernement français découvre qu'il ne peut dicter sa volonté à la Nouvelle-Zélande comme à une de ses anciennes colonies d'Afrique. Cette arrogance de gens convaincus d'être à la tête d'une grande puissance, et qui jugent superflu de se soucier de respecter les formes diplomatiques, en dit long sur la façon dont les représentants du gouvernement français doivent se comporter avec les pays pauvres d'Afrique. Ce que la Nouvelle-Zélande n'est pas tout à fait, ceux qui prennent Paris pour le centre du monde l'ayant quelque peu oublié.




## LA TV DANS LES CELLULES

## UNE GAUCHE PLUS TROUILLARDE QUE GÉNÉREUSE

Badinter vient d'autoriser les détenus à disposer de la télévision dans leurs cellules. A partir du 15 décembre, du moins quand les prises d'électricité et d'antenne seront installées. Et ce n'est certes pas demain la veille que ce sera le cas dans les 30 000 cellules que compte ce système carcéral français, dont la réputation de vétusté n'est plus à faire.

Les prisonniers auront droit au petit écran ailleurs que dans les salles communes, et au-delà de 19 heures, à condition encore que ce soit eux-mêmes qui payent, à raison de 100 francs par mois pour la location et la redevance.

Libéral, Badinter ? Mais pas autant que l'ex-Garde des Sceaux Alain Peyrefitte, qui peut, lui, homme de droite, se payer le luxe de le critiquer à gauche en l'accusant de créer ainsi *"une discrimination entre les détenus qui ont les moyens de s'offrir la télévision en cellule, et ceux qui n'auront pas cette possibilité"*. Sans doute, dans le cas où le gouvernement en aurait fait une mesure gratuite, des politiciens de droite, et peut-être même Peyrefitte, ne se seraient pas privés d'exploiter politiquement cette utilisation des deniers de l'Etat, en faisant de la démagogie auprès de cette partie de la population qui trimballe à ce sujet les préjugés les plus imbéciles.

La gauche, en prenant cette mesure dite "d'humanisation des prisons", ne fait pourtant pas preuve d'une audace extraordinaire. Cela fait déjà longtemps que cela existe dans les prisons des Etats-Unis, des pays scandinaves et même d'Italie et de Belgique. Même les gardiens de prison en sont partisans, car ils savent que cela peut contribuer à maintenir le calme. Mais Badinter et le gouvernement n'ont même pas eu le courage d'aller jusqu'au bout de cette mesure, de la faire prendre en charge financièrement par l'Etat et d'empêcher qu'elle ne se traduise par une mesure qui défavorise encore plus les défavorisés, ceux pour qui 100 F par mois c'est au moins une lourde charge et bien souvent un obstacle définitif.

Là encore, comme dans tous les autres domaines, la gauche au gouvernement veut bien avoir l'air d'être de gauche, un petit peu quand même, et Badinter lui sert à ça, mais cela s'arrête à la trouille qu'elle a de devoir affronter si peu que ce soit les plus bornés des électeurs. Et, plus certainement encore, tous les notables installés dans l'appareil d'Etat, autour et alentour.

**L.G.**

## MAGISTRATS INDÉLICATS

## À VOUS DE JUGER

On se souvient de ces magistrats de Marseille qui collectionnaient réfrigérateurs, téléviseurs, radio-cassettes, projecteurs de cinéma ou armes de poing, le tout simplement "emprunté" sur le stock des objets de l'instruction déposés au greffe du tribunal.

*Le Canard enchaîné,* qui avait dévoilé l'affaire de ces juges, sévères envers ceux qui passent devant eux mais fort laxistes envers eux-mêmes, informe dans son dernier numéro qu'il lui a fallu faire connaître ces histoires pour que *"le mouvement de retour s'amorce"* non seulement à Marseille mais dans les tribunaux de la France entière, où l'on peut observer de discrets retours au greffe de flingues de fort calibre.

Le même numéro de l'hebdomadaire satirique porte par ailleurs à la connaissance de ses lecteurs le cas de deux autres magistrats.

Un procureur qui était en poste aux Sables-d'Olonne et se retrouve promu à Bordeaux pour avoir fermé les yeux sur les chèques en bois qu'il émettait lui-même, alors qu'il était personnellement chargé des poursuites en matière de chèques sans provision des... autres.

Un vice-président de tribunal à Poitiers qui, après avoir eu quelques ennuis avec la police pour des délits mineurs, en 1982, à la suite desquels sa promotion fut bloquée, "boude" depuis plus de six mois son poste... tout en continuant à toucher sa rémunération. Il est menacé d'un constat "d'abandon de poste".

Qui disait : "Dure est la loi, mais c'est la loi"?

# LES "BONNES AFFAIRES"

## LE ROI DOLLAR EN VISITE À PARIS

La Bourse de Paris toujours plus haut : pour *Le Matin,* c'est *"la conférence de presse du président qui a "conforté" le marché financier"*. Même cocorico-rose dans *Le Monde,* recul historique en plus : *"La hausse continue des cours depuis le début 1982 (...) prouve que la Bourse n'a jamais été aussi prospère que sous le règne de la rose"*.

Il y aurait fort à parier que les gros financiers, compagnies d'assurances américaines et autres caisses de retraite US, qui sont derrière les récents mouvements d'achats de titres français, savent peu de choses des contes que Mitterrand réserve au bon peuple.

Ce sont d'autres comptes qui les intéressent. Ceux des profits à glaner, du fait de la décision de baisser le dollar prise par la plus grande puissance capitaliste en octobre, par exemple, et qui transforme en bonne affaire pour eux les placements en devises étrangères. Alors les gros financiers du dollar écument aujourd'hui les francs, les lires, les yens, les pesetas... avant peut-être de les abandonner demain ou après-demain, si le dollar remontait.

**Hervé MARTIN**

## BUSINESS D'ABORD

Renault a décidé d'interrompre ses opérations en Afrique du Sud.

Mais n'allez pas y voir l'application des menaces de sanctions contre le pays de l'Apartheid.

Plus simplement, la filiale de Renault, Euromotors, a expliqué que la faiblesse du rand (la monnaie sud-africaine) par rapport aux autres devises a rendu les pièces détachées importées beaucoup plus chères, engendrant des pertes importantes. Cela s'ajoutant à l'avenir incertain de l'industrie dans le pays, il ne restait plus qu'à mettre la clef (de contact) sous la porte !

Renault n'avait d'ailleurs pas pris l'initiative de ce retrait : la Régie avait été précédée par Peugeot et Alfa-Roméo.

## J'SUIS QU'UN PAUVRE FOSSOYEUR

Source de chagrin pour les proches, la mort est source de confortables bénéfices pour les entrepreneurs de pompes funèbres.

Mais voilà ! les hôpitaux étant concentrés dans les grandes villes, le risque de mourir dans une grande ville est de loin le plus important, y compris pour ceux qui habitent de petits villages. Et comme la loi contraignait les proches à faire appel à une entreprise de pompes funèbres du lieu du décès, cela ne faisait pas l'affaire des croque-morts des petites villes, qui voyaient la plus grosse part de ce "marché" leur échapper !

Le gouvernement vient de modifier la législation dans ce domaine. Désormais, les proches pourront faire appel aux croque-morts de la commune de mise en bière, ou bien de la commune d'inhumation, ou bien, de la commune du domicile de la personne décédée.

Le gouvernement s'est bien gardé de mettre fin aux abus des profiteurs de la mort. Il se contente de partager le gâteau entre tous ceux qui veulent en croquer.

# LES PARTIS S'AFFICHENT

À DROITE :

## LES MURS D'ARGENT

La droite est en campagne, tout particulièrement le RPR. Après avoir rencontré les travailleurs, c'est-à-dire la maîtrise, les cadres et les représentants de commerce, Chirac va rencontrer les jeunes...

Ce n'est pas pour faire connaître un programme. Les programmes, c'est dépassé, à gauche comme à droite. En cette fin de siècle, on n'est plus au temps des promesses, auxquelles plus personne ne croit plus depuis longtemps.

Comme dit le publicitaire qui conduit, lui, la campagne du chef du Parti Républicain, Léotard, *"les sondages montrent qu'aujourd'hui le discours publicitaire est plus convaincant que le discours politique"*. Celui qui a organisé la campagne de Chirac pense apparemment la même chose. La politique est entrée dans l'ère de la pub tout court. En 1978, le RPR dépensait des millions pour faire connaître *"la France qui gagne"* (celle qui gagne gros, bien sûr). Cette fois c'est *"Vivement demain"*. Ils auraient aussi bien pu mettre *"Comme avant-hier"*.

Il faut compenser le vide des slogans par l'abondance et la taille des affiches.

On n'en est d'ailleurs qu'aux hors-d'œuvre, puisque la véritable campagne pour les législatives, qui comportera le nom des candidats, n'est pas encore entamée. Pour l'instant on fait des budgets. Car, en ce qui concerne la publicité politique (du moins celle des grands partis), la voix coûte de plus en plus cher. C'est que, tout comme la publicité commerciale, la publicité politique semble devoir souffrir d'une baisse tendancielle du taux d'impact : il faut investir une masse de capitaux de plus en plus importante dans la publicité, hypertrophier les moyens techniques, déployer une ingéniosité toujours plus grande dans l'idée-gadget, pour maintenir au même niveau l'impact sur le consommateur potentiel (auditeur, spectateur, téléspectateur... électeur), toujours un peu plus indifférent au fur et à mesure que les hommes politiques deviennent interchangeables.

D'après *Le Canard enchaîné,* l'agence Image et Stratégie a donc pondu un devis à l'attention des responsables RPR des départements de l'Essonne et du Val-d'Oise. Coût fixé par cette *"estimation financière sommaire"* : environ 6 millions de francs par département. Près de 10 francs par électeur. Lors des législatives de 1978, les candidats de la droite dans les circonscriptions les plus disputées s'étaient contentés de dépenser seulement 400.000 F pour leur campagne.

La voix trop cher payée ? C'est seulement le prix de ce rien qui devra faire la différence entre la lessive Chirac, la lessive Giscard, la lessive Barre et les enzymes Fabius (auxquels personne ne croit déjà plus !).

*Pierre VERNANT*

PARTI SOCIALISTE :

## LE P.S. CRIE AU SECOURS ET SE FICHE DU PEUPLE

Le PS, comme les partis de droite, a fait appel à ses publicitaires. Ça donne une campagne d'affiches *"Au secours, la droite revient"*, où sont ridiculisés des gens du peuple (une secrétaire, un ouvrier, une femme de ménage, un employé, un étudiant...).

Mais qu'est-ce qu'ils ont donc dans le ventre et dans le cœur, ces socialistes au gouvernement, qui prêtent leur propre trouille et leur propre lâcheté vis-à-vis de la droite, aux gens du peuple ? Qui s'est lamentablement plié, depuis quatre ans et demi, à toutes les conditions de la droite ? Et qui devrait figurer sur ces affiches, avec ces expressions grotesques, à la place de la femme de ménage et de l'ouvrier ? Ne serait-ce pas Mitterrand, Fabius, Jospin et tous les autres ?

Et qu'est-ce que peut insinuer ce slogan : *"Au secours, la droite revient" ?* Que ce sera pire avec la droite ? Mais ce gouvernement de pleutres, constitué au nom, paraît-il, des classes populaires, n'est-ce pas lui qui a fait accepter aux travailleurs des mesures antiouvrières qu'ils n'auraient probablement pas tolérées de la droite ?

Alors, pire, ce n'est même pas sûr. Les secrétaires, les femmes de ménage, les ouvriers, les employés ont au moins appris quelque chose après quatre ans et demi de gouvernement de gauche : qu'il ne sert à rien de confier son sort à d'autres ; que les élections sont un piège. Les travailleurs n'ont peut-être plus le moral ni plus beaucoup d'illusions non plus. Et si les bourgeois, les patrons profitent après 1986 des positions avantageuses que leur a données la gauche, ils seront prêts à tout, mais justement pas à appeler à leurs secours des politiciens sans convictions ni tempérament. Gardez-nous de nos faux amis, nos ennemis, nous nous en chargerons !

*Il faudrait que les électeurs de gauche se reconnaissent dans ce coq déjà déplumé (au fait par qui ? par Mitterrand ?)*

*Avec une bonne dose de démagogie et de mépris vis-à-vis des électeurs de gauche, ces deux affiches du Parti Socialiste clament* "Au secours, la droite revient". *Pourquoi ? Elle était donc partie ? Si ce n'était elle au gouvernement, c'était donc bien imité.*

DÉNATIONALISATIONS

## POUR BALISER SON CHEMIN PRÉSIDENTIEL BARRE SÈME DES PEAUX DE BANANE

*"On ne peut pas socialement et politiquement dénationaliser Renault"*. C'est Raymond Barre qui s'est exprimé ainsi devant un groupe de "responsables économiques" de la région lyonnaise. Des propos tenus en "privé", paraît-il, mais qui, comme par hasard, font la Une des journaux.

Après son pavé dans la mare de Giscard-Chirac à propos des chiffres sur l'immigration, voilà donc un nouveau croc-en-jambe de Barre à ses "amis" de la droite, qui ne savent plus quoi dénationaliser dans leurs discours préélectoraux.

Il faut dire que Barre n'a pas les mêmes problèmes électoraux que Chirac et Giscard.

Barre, lui, leur abandonne les discours démagogiques pour 1986 et a commencé sa campagne présidentielle... contre Chirac et Giscard.

Ce qui lui laisse une certaine latitude aussi pour donner dans le genre "sérieux". Or Renault-la-nationalisée est un instrument bien utile dans les mains du gouvernement : à la fois pour que celui-ci donne le ton de l'attitude à avoir en direction de la classe ouvrière, et parce qu'une entreprise de cette importance dans les mains de l'Etat, c'est un puissant moyen de distribuer des activités très lucratives à une foule de patrons.

A l'heure de toutes les démagogies, Barre se fait mousser en rappelant quelques évidences patronales... et en savonnant la planche de Chirac et Giscard !

*J.J.F.*

PARTI COMMUNISTE :

## LA LUTTE DES CLASSES AU SERVICE DES URNES

*"Le pire, c'est se résigner"* : le Parti Communiste a débuté sa campagne avec cette affiche. Cette idée, le PC l'a ensuite reprise, mais nettement orientée cette fois, dans d'autres slogans sur le thème : Quand tout le monde abandonne, le parti tient bon.

En un mot, c'est le PC qui ne se résigne pas pour vous. *"En mars 86, il y aura des députés communistes à Paris et vous en avez bien besoin"* ou encore : *"pour être bien défendus, le vote communiste"*. Faites confiance au parti, il le mérite : voilà à quoi semble se résumer l'axe politique de la campagne électorale du PC, pour le moment du moins.

A la différence des partis de droite et même du PS, le PC, lui, au moins, n'a pas que ses affiches pour faire passer ses slogans. Il a ses militants qui peuvent prendre le relais sur le terrain et expliquer dans les entreprises et dans les quartiers ce qui peut les rendre crédibles. Car sur le terrain ils sont en mesure d'expliquer à leurs camarades de travail que "les communistes sont les seuls à lutter", puisque ça a été la politique du PC depuis un an.

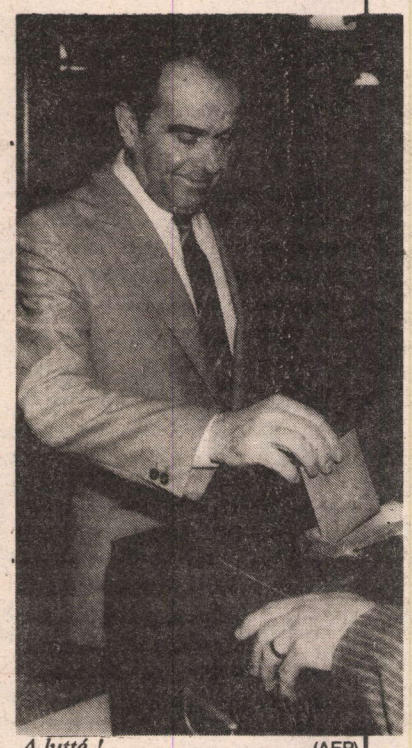
Oui, depuis qu'il est sorti du gouvernement, le PC et à sa suite la CGT ont d'abord appelé les travailleurs à lutter (alors qu'ils n'en avaient plus très envie), puis ont lancé leurs militants dans des actions exemplaires, puis ont même fait faire grève à leurs militants à la place des travailleurs en leur faisant occuper seuls Renault Billancourt.

C'est clair, le PC se bat pour les travailleurs, même si c'est plutôt sans eux.

Cette politique était-elle destinée à remonter le moral de la classe ouvrière ? Elle était surtout destinée à remonter le crédit du PC auprès des travailleurs, à faire oublier sa participation au gouvernement et, sinon à regagner les voix perdues, du moins à stopper son recul électoral.

Tout ce cours combatif était tout aussi électoraliste que le cours droitier précédent. Et tout le ton de sa campagne politique actuelle montre qu'il est préoccupé, non pas par la nécessité d'aider les travailleurs à retrouver les moyens de se défendre, mais à les ramener vers les urnes pour y mettre le bon bulletin.

*H.C.*



*A lutté !* (AFP)

*Tapis vert et poignées de main, c'est ce syndicalisme-là qui est en crise.*

## LA BAISSE DES EFFECTIFS SYNDICAUX

# LE RÉFORMISME EN CRISE

Pas un commentateur n'a manqué de souligner la baisse des effectifs de la CGT, en général pour s'en féliciter.

Il est impossible de connaître réellement les effectifs des syndiqués, chaque centrale gonflant les chiffres d'une façon difficile à apprécier. Selon une étude (il est vrai, d'origine patronale, donc sujette à caution) citée par *Le Monde* du 7 novembre 1985, FO aurait annoncé en 1982 le double de son nombre réel d'adhérents : 1 150 000 pour 600 000 !

Pour la CGT, la baisse se serait amorcée, il y a dix ans, excepté pour l'année 1981 où, selon les chiffres de la confédération, ils auraient connu une remontée, bien faible, de 0,3 %. De 1976 à 1983, le nombre de syndiqués a baissé de 31 %, selon les chiffres fournis par la direction de la CGT, et de 47,5 %, selon les estimations obtenues par *Le Monde* à partir du ***Courrier confédéral,*** une publication interne de la CGT.

Les chiffres partiels donnés pour les trois dernières années confirment cette tendance. Ainsi, les effectifs de la Fédération de la métallurgie, qui avaient baissé de 50 % de 1978 à 1983, ont encore baissé de 22 % en 1984.

Selon la confédération, les nouvelles adhésions étaient 244 069 en 1978, 129 877 en 1983 et 99 351 en 1984. Elles ne sont que de 69 364 au 15 septembre 1985. Une baisse importante des adhésions donc, qui sont loin de compenser les départs.

La CFDT, d'après ses propres chiffres, a subi comme la CGT une baisse importante depuis 1975, année de son maximum de syndiqués. La même étude patronale déjà citée déduit des chiffres publiés par la CFDT qu'elle a perdu 25 % de membres de 1976 à 1983. Pas de statistiques depuis mais, la CFDT se faisant le porte-parole de certaines mesures anti-ouvrières du gouvernement, il est vraisemblable que la CFDT, tout comme la CGT, fait les frais sur le plan des effectifs de la politique de la gauche au pouvoir.

Il est difficile de savoir ce qu'il en est des effectifs de FO, sa base étant de toute façon très faible en dehors de quelques secteurs de l'administration. Personne n'évoque en tout cas une progression significative du nombre de ses syndiqués, malgré la progression récente de ses voix aux dernières élections professionnelles.

En réalité, tous les syndicats subissent depuis 10 ans les conséquences de la crise. En partie, comme l'ont expliqué les dirigeants de la CGT lors de son congrès, parce que les licenciements et les mutations leur font perdre des syndiqués. Mais aussi pour bien d'autres raisons.

Avec le chômage, le resserrement de la discipline dans les usines, la baisse du pouvoir d'achat, c'en est fini des petits avantages, déjà bien minces, que les syndicats pouvaient obtenir ou faire semblant de pouvoir obtenir en période de prospérité. Même la législation sociale, qui donne un rôle aux militants syndicaux aux yeux des travailleurs, n'évolue plus que dans un sens défavorable à la classe ouvrière.

Elle se termine, l'époque où le délégué pouvait obtenir facilement 1/4 d'heure de douche pour les travailleurs d'un atelier salissant, une blouse pour l'un, des chaises plus confortables pour d'autres, négocier un coefficient supplémentaire pour celui qui n'en avait pas eu depuis longtemps, etc.

Les patrons n'en sont plus à jouer à ce jeu-là, mais à reprendre ce qui a été accordé, à augmenter les cadences, à aggraver les conditions de travail, à grignoter les moindres avantages, même les plus dérisoires.

Le rôle d'avocat de la classe ouvrière est périmé. Le délégué qui pouvait syndiquer des travailleurs après leur avoir obtenu un avantage, ou en leur faisant espérer l'obtenir, ne fait plus recette aujourd'hui.

Avec la crise économique, la "crise du syndicalisme", c'est avant tout la crise du réformisme.

Si la crise économique fait qu'il n'y a plus place pour des "délégués avocats", mais uniquement pour des militants combatifs sachant entraîner leurs camarades de travail à se défendre de façon efficace, par les moyens de la lutte des classes, alors la CGT n'est peut-être pas la plus mal placée pour, sinon garder le même nombre de syndiqués, ce qui n'est guère possible dans le contexte, du moins continuer à rester la plus réellement influente des centrales syndicales du pays.

**Philippe NATIER**

ÉDITORIAL
DES BULLETINS D'ENTREPRISE
DU LUNDI 25 NOVEMBRE 1985

# QUAND LES PATRONS FONT LA GUERRE... C'EST LE SYNDICALISME DE TAPIS VERT QUI MEURT

La CGT tient son congrès. A la télévision, à la radio, dans la presse, les journalistes insistent lourdement sur la baisse de ses effectifs, son "déclin irréversible", en un mot, considèrent la CGT comme moribonde, sinon enterrée.

Le capitalisme, lui, est vraiment en crise, et à l'échelle mondiale. Mais personne parmi les mêmes journalistes ne dit qu'il est enterré, ou même qu'il mérite de l'être.

A entendre tous ces gens-là, c'est parce que la CGT ne serait pas suffisamment apolitique qu'elle perdrait des adhérents (comme si FO ou la CFDT n'en perdaient pas aussi !).

De fait, ce n'est pas d'être engagée politiquement dont souffre la CGT. Ce qu'elle paie, c'est d'avoir, comme les autres syndicats d'ailleurs, soutenu la politique des partis de gauche qui viennent de se déconsidérer une fois au gouvernement.

Ce n'est pas le syndicalisme ouvrier qui est en crise, mais ce syndicalisme qui a consisté à dire pendant des années aux travailleurs qu'ils ne pourraient rien obtenir par eux-mêmes, qu'ils devaient faire confiance à d'autres ; que le changement, ils l'obtiendraient par les élections, par ce programme commun qui devait porter la gauche au gouvernement.

La gauche, finalement, est parvenue au gouvernement. Et rien n'a changé. Comme l'a dit Krasucki dimanche dernier, elle a simplement rendu dérisoire le mot "changement".

Qui plus est, cette gauche au gouvernement a été plus décriée par la droite que la droite au gouvernement ne l'avait jamais été par la gauche dans l'opposition.

Oui, c'est bien la mort d'un certain syndicalisme, du syndicalisme de la négociation et du renoncement à la lutte des classes.

Ce syndicalisme-là, il pouvait encore faire illusion dans la période de prospérité, de boom économique, quand la bourgeoisie achetait à bon compte la bonne volonté des syndicats : un cheval pour le capital, une alouette pour le travail.

Mais aujourd'hui, c'est la crise économique. Avec le chômage, le patronat dispose d'un moyen de peser sur les salaires et les conditions de travail. La négociation, ils s'en passent. Il lui suffit d'avoir un gouvernement aux ordres. Et il l'a. Quant aux syndicats, quand ils ne sont pas aux ordres, le patronat les envoie se faire voir...

Oui, le syndicalisme qui tourne le dos à la lutte des classes est un syndicalisme mort, parce que les bourgeois, eux, retrouvent les vertus de la lutte de classe.

Alors, Henri Krasucki et les autres dirigeants de la CGT, après avoir dit bien longtemps aux travailleurs : *"Faites-nous confiance", "Laissez-nous négocier", "Vive la victoire de la gauche au gouvernement",* changent aujourd'hui de ton et s'adressent aux travailleurs en leur disant : *"Battons-nous ensemble".*

Seulement, ils disent cela quand les travailleurs, eux, n'ont plus assez confiance en eux-mêmes pour envisager de se battre. Et la faute à qui, justement ?

Alors, quand les travailleurs se battront à nouveau, car il arrivera forcément un moment où ils se battront, il faudra qu'ils sachent précisément pourquoi ils se battent, contre qui, et surtout avec qui. Car le *"Battons-nous ensemble"* de Krasucki n'est pas fait pour inspirer toute confiance aux travailleurs.

Oui, il faudra que les travailleurs rassemblent leurs forces et se battent "ensemble", mais pas forcément avec et surtout sous la direction de "responsables" comme Krasucki, comme Maire ou Bergeron d'ailleurs, qui les ont si longtemps lanternés en pratiquant la collaboration de classes.

# LA CGT : UN APPAREIL RÉFORMISTE COMME LES AUTRES MAIS UNE BASE MILITANTE DIFFÉRENTE

Les effectifs de la CGT sont en baisse comme d'ailleurs ceux des autres syndicats. Mais tandis que certains journalistes s'en réjouissent ouvertement, cédant ainsi à un réflexe de classe, certains hommes politiques de la bourgeoisie, qui voient les choses à plus long terme et sont plus circonspects en matière de démagogie électorale, se sont montrés plus mesurés.

Ainsi, Raymond Barre a-t-il affirmé la nécessité de *"syndicats forts et représentatifs qui permettent de prévenir les conflits"*, ajoutant que le *"danger pour la France tient moins à la force des syndicats qu'à leur faiblesse"*.

Non, Raymond Barre n'a pas été touché par la grâce syndicaliste. Les syndicats forts de Raymond Barre sont des syndicats assez forts pour empêcher les conflits sociaux, encore plus liés à l'appareil d'Etat, humainement et financièrement, et à l'abri des à-coups de l'opinion ouvrière, voire et surtout de ses coups de colère.

Pourtant en France depuis 40 ans, les choses sont pas mal avancées dans cette voie.

Car s'il y a bien, depuis une dizaine d'années, une crise du syndicalisme français, sur le plan des effectifs ni la CGT, ni les autres centrales syndicales CFDT et FO n'ont jamais été réellement des organisations de masse, c'est-à-dire qui organiseraient, au sens propre du terme, une fraction notable de la classe ouvrière.

Le nombre des syndiqués en France a toujours été faible par rapport aux effectifs salariés, mais de plus, les travailleurs qui participent réellement à la vie syndicale sont encore moins nombreux. En fait, les organisations syndicales ne sont, pour l'essentiel, que des squelettes bureaucratiques, bien que ce soit sur ce terrain qu'il y ait encore une différence sensible entre la CGT et les autres centrales.

Dans toutes les entreprises où il y en a une, la vie syndicale est assurée par les délégués du personnel et du Comité d'entreprise (élus par les travailleurs, mais choisis par les organisations syndicales) et par les représentants et les délégués syndicaux (désignés par les organisations syndicales) qui utilisent à cet effet une grande partie des heures attribuées par la loi pour l'exercice de leur mandat. Par ailleurs comme les réunions syndicales se tiennent généralement pendant le temps de travail, même les syndiqués en sont exclus et a fortiori les travailleurs non-syndiqués.

Les dirigeants syndicaux justifient leurs pratiques bureaucratiques en invoquant le peu d'empressement des travailleurs à participer à la vie syndicale. Mais il est indéniable qu'ils ont tout fait pour retirer aux syndiqués le goût de se réunir pour discuter de leurs problèmes.

C'est que les appareils syndicaux dépendent plus des avantages concédés par la bourgeoisie et son Etat, par l'intermédiaire des lois dites "sociales", (heures de délégation, gestion des comités d'entreprises, participation à de nombreux organismes étatiques), que des cotisations et du dévouement de leurs adhérents.

C'est dire qu'à la CGT, il n'y a guère de travailleurs du rang qui participent à l'activité syndicale et qu'à la CFDT et à FO il y en a, dans tout le pays, encore moins.

Tant en ce qui concerne le nombre des syndiqués, que les voix recueillies lors des élections de délégués, la CGT est l'organisation syndicale la plus puissante. Mais l'influence que possède réellement la CGT dans la classe ouvrière est loin d'être représentée par ces seuls chiffres. L'influence, c'est la capacité d'être suivi par les travailleurs, de les influencer ou d'exprimer leur volonté. Et de ce point de vue, l'influence de la CGT est sans commune mesure avec celle de FO (sauf au niveau de la Fonction publique) ou même avec celle de la CFDT.

Cette influence, la CGT la doit à ses liens avec le Parti Communiste. Au sein de la classe ouvrière et en particulier du prolétariat industriel, les militants de la CGT se confondent avec ceux du PCF.

Bien sûr, les aspirations des dirigeants du PCF ne diffèrent en rien de celles des responsables syndicaux réformistes. Leur but est de participer à la gestion des affaires de la bourgeoisie en loyaux gérants des intérêts capitalistes. Mais on peut affirmer, sans se tromper, que le PCF est la seule organisation politique à exister réellement au sein de la classe ouvrière, au sein des entreprises. Grâce à la CGT, c'est vrai, mais c'est aussi grâce au PCF que la CGT a son poids. Et les militants CGT-PCF sont présents à l'échelle nationale, présents dans toutes les entreprises tant soit peu importantes du pays et dans nombre de petites.

La CGT a des forces militantes que n'a aucune des autres centrales, des forces qui lui permettent par exemple, aujourd'hui, d'avoir une politique plus offensive que toutes les autres, malgré les difficultés de la période, des militants qui la rendent matériellement, sinon moralement, moins dépendante que ne le sont les autres des "heures" et autres facilités attribuées par les lois sociales.

La CGT, grâce au dévouement des militants du PCF, pourrait exister indépendamment de ces facilités et avantages. Si elle s'en sert, car elle s'en sert comme les autres, c'est plus pour pouvoir mener sa politique indépendamment de toute pression venant de la classe ouvrière que comme les autres pour exister tout court.

**Sylvie FRÉJUS**

*Une délégation cégétiste, Krasucki en tête, au siège du CNPF...*

*... et des militants ouvriers dans les entreprises.*

# LA LCR ET LES ÉLECTIONS

Dans une *"lettre ouverte aux camarades de Lutte Ouvrière"* consacrée aux prochaines élections, parue dans *Rouge* du 21 novembre, la LCR nous prête de bien noirs desseins. Selon elle, nous procèderions à une présentation falsifiée de sa politique, à des caractérisations injurieuses, nous manifesterions un mépris choquant à l'égard des courants avec lesquels la LCR aurait souhaité s'allier dans ces élections, et — comble du comble — elle nous suspecte de la soumettre à un chantage pour la contraindre à changer sa politique pour adopter la nôtre. Bigre !

Rassurons vite, s'il se peut, les camarades de la LCR : il n'est pas dans nos intentions de la contraindre à mener une politique qu'elle n'aurait pas envie de mener. Qu'aurions-nous d'ailleurs à gagner à mener une campagne avec des militants qui traîneraient les pieds ?

Nous souhaitons seulement, si la LCR nous le permet, mener notre politique sans être obligés de mener la sienne. Mais apparemment nous n'avons même pas le droit de discuter cette dernière... sans être accusés du pire.

Notre politique, nous l'avons rendue publique bien avant le congrès de la LCR. Nous écrivions en octobre, dans une lettre adressée à sa direction : *"Il se peut qu'il existe dans le pays un certain nombre de militants, de militants ouvriers, en rupture avec la politique des grandes organisations ouvrières, et qui se posent des questions sur l'avenir. Mais justement, à ces militants-là, il ne faut pas proposer de s'unir avec des écologistes, avec des régionalistes, qui ne font pas partie du mouvement ouvrier"*.

Dire cela, ce n'est pas manifester du mépris pour qui que ce soit. Si nous disons que les féministes, les écologistes ou les régionalistes ne font pas partie du mouvement ouvrier, ce n'est pas une injure. Ces organisations se défendent elles-mêmes d'appartenir au mouvement ouvrier, et quelquefois ne se disent même pas à gauche. Ce qui est leur faire injure, et en même temps faire injure au bon sens, c'est de les présenter pour ce qu'ils ne veulent pas être.

Nous respectons leur identité en constatant qu'ils ne mènent pas le même combat que nous. Ce que nous voulons dire aux travailleurs, ils ne sauraient ou ne voudraient pas le dire, ni avec nous, ni à notre place.

Les problèmes qui se posent aujourd'hui à la classe ouvrière se posent à l'échelle du pays, sinon à l'échelle de la planète, Nous croyons que la classe ouvrière ne doit pas se laisser diviser ni entre Français et immigrés ni entre Occitans ou Bretons.

Et ce n'est pas le rôle des révolutionnaires de mettre en évidence les particularismes, les différences régionales réelles ou supposées, de discuter s'il faut désenclaver la rade de Brest ou proposer de construire un TGV de Saint-Nazaire à Genève, comme l'ont fait les camarades de la LCR réunis au sein d'une "Convergence bretonne".

Il est curieux d'ailleurs que les camarades de la LCR nous accusent de ne pas être unitaires alors qu'ils envisagent, eux, d'un côté de se présenter avec des plates-formes différentes, épousant les contours des alliances établies localement, et d'un autre côté de nous proposer des listes en commun, ce qui se traduirait par une nébuleuse alternative qui n'aurait comme point commun que le fait que des militants de la LCR y figurent, sans apparaître d'ailleurs, le plus souvent, sauf avec LO, sous leur étiquette.

Etre unitaire, dans ces élections, c'est d'abord avoir un unique et même visage. Cela suppose de tenir un unique et même langage, une même profession de foi, quels que soient la région ou le département, aussi bien aux élections législatives qu'aux élections régionales.

C'est du moins notre conception de l'unité politique, et les expériences malheureuses de la LCR depuis un an ne nous convainquent certes pas qu'une autre conception soit plus valable. La LCR veut continuer cette expérience. Qu'elle la continue, nous ne souhaitons certes pas l'en empêcher, bien que nous continuions à penser qu'elle va ainsi se retrouver plus seule qu'avant, et que ce n'est pas un souci unitaire que se cramponner à une démarche qui éloigne les gens les plus proches sous prétexte de rassembler les plus lointains.

**Jean-Pierre VIAL**

## AFRIQUE DU SUD

# LA POLICE TIRE SUR LA FOULE

**L'assassinat des Noirs par les forces de répression se poursuit régulièrement en Afrique du Sud.**

**Selon la police, durant la semaine du 17 au 24 novembre, il y aurait eu 36 morts (5 par jour). Peut-être davantage en réalité.**

**Le jeudi 21 novembre, l'armée est intervenue dans la cité noire de Mamelodi, près de Pretoria, pour réprimer une manifestation. La population noire protestait contre la hausse des loyers, réclamait la levée de l'interdiction d'organiser des funérailles pendant le weed-end ainsi que la suppression du quadrillage militaire dans les cités noires. L'armée a tiré sur la foule. Le feu et la bousculade ont fait 13 morts et plusieurs centaines de blessés.**

### L'ARMÉE SAIT RÉPRIMER, PAS SOIGNER

La direction de l'hôpital de Soweto, un très vaste hôpital pour Noirs, a dû céder et accepter de réembaucher les 1 700 employés licenciés il y a quelques jours pour fait de grève. L'armée avait alors occupé l'hôpital et s'efforçait de remplacer le personnel.

Mais, évidemment, demander à des tueurs de soigner des gens, cela ne pouvait par marcher.

*Les grévistes de l'hôpital de Soweto entonnent un chant de liberté à l'occasion d'un meeting tenu au centre de Johannesburg.*

### POUR PEUGEOT ET RENAULT, L'APARTHEID SERAIT SUPPORTABLE... MAIS PAS LA BAISSE DU RAND.

Renault, après Peugeot, vient de décider d'interrompre le montage de voitures en Afrique du Sud. Pas du tout pour faire un geste contre le régime de l'Apartheid. Mais parce que le pays connaît une grave crise économique, que les ventes d'autos s'effondrent et que la monnaie sud-africaine, le rand, a perdu beaucoup de sa valeur. Les importations de pièces détachées pour les chaînes de montage sont devenues hors de prix.

Les capitalistes — privés ou nationalisés — ne font pas de sentiments. Ils font leurs comptes.

### NELSON MANDELA RETOURNE EN PRISON

Le gouvernement de Pretoria a mis fin aux rumeurs de libération prochaine du dirigeant du Congrès National Africain, en le renvoyant en prison, samedi 23 novembre, après trois semaines passées à l'hôpital du Cap où il s'est fait opérer.

Mandela, emprisonné depuis 23 ans, refuse toujours le chantage : la liberté contre une renonciation publique à la violence, ou contre l'exil hors d'Afrique du Sud.

Le gouvernement de l'Apartheid est aussi impuissant à faire céder Mandela qu'à faire céder la population noire.

**Line LAVILLE**

## COLOMBIE

# QUI AURAIT INTÉRÊT À CACHER LE DANGER DU VOLCAN À LA POPULATION ?

Quinze jours après l'éruption du volcan Nevado del Ruiz, qui a fait plus de 24 000 morts, les informations continuent à se multiplier pour souligner que le danger était connu à l'avance et avait été dénoncé, alors que les autorités faisaient tout pour le minimiser. *"On craint qu'un gigantesque glacier puisse d'un moment à l'autre dévaler de toute la hauteur du massif volcanique"* écrivait dès le 15 septembre le journal *El Tiempo*. *"Armero, avec ses 38 000 habitants, pourrait disparaître en cas de crue catastrophique du rio Lagunilla"* (la vallée descendant des flancs du volcan par laquelle a déferlé le torrent de boue) déclarait le 19 septembre un responsable de la Croix Rouge. *"Une éruption libérerait 10 000 millions de mètres cubes d'eau des glaciers et neiges éternelles"* déclarait au Parlement un député, le 24 septembre...

Mais le ministre des Mines ironisait sur les déclarations de ce député, qu'il jugeait *"apocalyptiques"*. Sur place, des notables locaux, des journalistes de radio, des curés, au service des grands propriétaires fonciers, les "latifundistes" prêchaient le calme.

Le correspondant de *L'Humanité* à Bogota indique (numéro du 23 novembre) des raisons qui, en plus de l'incapacité des autorités, peuvent expliquer en partie une telle attitude : *"La région sinistrée, grande productrice de café et de coton, est une des plus riches du pays. A Chinchina, où la récolte du café battait son plein, deux journaliers agricoles, inquiets devant l'activité du volcan, avaient repéré les sorties les plus rapides pour fuir, si nécessaire, vers les montagnes. Quand la catastrophe est arrivée, ils ont trouvé des filets de mailles tendus par les grands propriétaires et qui leur barraient le passage."*

Les gros planteurs de café détiennent 70 % des terres les meilleures. 300 000 familles se partagent le reste. Et ces riches planteurs ont des compères dans les pays riches : importateurs, trusts du café, financiers...

Le journal *Libération* du 27 novembre, lui, cite les protestations qu'avaient élevées, avant l'éruption, des agents immobiliers de la région contre *"l'alarmisme"* de ceux qui dénonçaient le danger et qui avaient paralysé 95 % de leurs activités (le parc national des Nevados est une des richesses touristiques de la Colombie).

En Colombie, où la population est misérable, les affairistes vont bien. Même dans les usines modernes, c'est l'exploitation la plus ouverte : le salaire moyen chez Renault à Bogota atteint à peine 1 500 F et il n'y a quasiment aucune protection sociale. Ainsi le président de la commission Amérique Latine du CNPF (cité par *Le Monde* du 6 février dernier) exprimait la satisfaction des patrons français en ces termes : *"Sous l'effet de la crise, le régime des investissements est actuellement assoupli (...) et le rapatriement de bénéfices mieux accepté."*

Qu'importent pour tous ces gens-là, 25 000 morts, du moment que rentrent les bénéfices.

**Hervé MARTIN**

*Victimes du volcan, mais surtout du profit..*

### APRÈS LA BOUE LE DÉNUEMENT

Samedi 23 novembre, la correspondante de *L'Humanité* notait qu'il n'y avait pas d'antibiotiques dans les hôpitaux, que la gangrène gazeuse était apparue. TF1 mentionnait des cas d'amputation à la hache et signalait une épidémie de septicémie, que le gouvernement ne pourrait plus enrayer que par la mise en quarantaine de toute la région...

Dans les villages où affluent les réfugiés (les sinistrés sont au nombre officiel de 170 000), le gouvernement a envoyé l'armée, mais on ne trouve ni vivres ni médicaments. A Casabianca, Herveo, Murillo, Santa Isabel, pour lutter contre la faim, les habitants partagent leur nourriture avec les réfugiés.

Voilà qui donne toute la mesure de ce qu'est l'Etat colombien : ses fonctionnaires ont fait appel à la solidarité des populations, son armée a été envoyée sur place ; mais rien, ou presque n'arrive aux sinistrés.

Il y a quelques semaines, après le tremblement de terre à Mexico, on avait noté la même impuissance des autorités : corruption des fonctionnaires, absence de moyens matériels, et toujours cet encadrement militaire omniprésent.

Mais on aurait tort de conclure un peu vite que c'est là une tare propre aux pays qu'on dit sous-développés. En France, la télévision a donné les numéros de comptes et les adresses permettant de collecter les dons. Mais il faut ensuite des moyens pour faire parvenir les secours sur place. Ces moyens, les armées en sont suréquipées. Mais la France n'a fourni que deux hélicoptères, et les USA douze !

**H.M.**

## HONDURAS

# LE "JEU DU PRÉSIDENT" DANS LE PAYS DES "CONTRAS"

Les gouvernements du Honduras et des Etats-unis sont bien d'accord : les élections qui viennent d'avoir lieu au Honduras, le 24 novembre, sont une preuve de la *"progression de la démocratie"*.

Sur les neuf candidats en présence, quatre étaient du Parti Libéral, déjà au pouvoir, et trois du Parti National, tout aussi favorable aux USA que le premier. Et la règle du jeu n'était pas donnée à l'avance. C'est seulement après le scrutin qu'un tribunal a décidé que le mieux placé des candidats libéraux, Azcona, avec 21 % des voix, serait président plutôt que son concurrent du Parti National, Callejas, qui avait eu 41 %, parce que la somme de voix des quatre candidats libéraux dépassait celle des trois candidats nationaux.

Aujourd'hui, il ne peut y avoir que ce genre de farce dans ce petit pays d'Amérique centrale de 4 millions d'habitants, au niveau de vie le plus bas derrière Haïti, mais qui est devenu depuis le début des années 1980 le quartier général de la contre-révolution en Amérique centrale.

Le Honduras dispose en effet de la force aérienne la plus importante et la plus moderne d'Amérique centrale, avec la puissante base américaine de la Palmerola-Comayagua, à une centaine de kilomètres de Tegucigalpa, la capitale. C'est de là que partent les opérations contre les guérilleros du Front Farabundo Marti au Salvador et contre le Nicaragua. Ce sont les Américains qui ont imposé les bases des "contras", qui seraient de 12 000 à 15 000. Ceux que Reagan appelle les *"combattants de la liberté"* mènent des attaques en direction des villes du Nicaragua, perturbent la récolte du café ou pratiquent des sabotages, comme la destruction du pipe-line sous-marin de Puerto Sandino.

Dans ce pays sous-développé, aux plantations de bananes et d'ananas de la Standard Fruit, toute la manne américaine va à l'armée et ce sont les bases militaires qui se multiplient sur la côte du Pacifique, tandis que c'est sur la côte atlantique que le Pentagone compte installer son école de lutte antiguérilla, qu'il a dû fermer dans la zone du canal de Panama.

Mais cette politique ne trouve pas qu'un écho favorable dans l'armée du Honduras, où existe un courant d'officiers contestataires qui manifestent leur irritation face à la place qu'occupent les "contras" et qui réclament une réduction des manœuvres combinées américano-honduriennes devenues permanentes.

Quant à la population, avec 28 % de chômeurs, elle subit les retombées de la puissance US, qui s'appellent exploitation, prostitution, misère.

**Julie RENOIR**

BOEING D'EGYPT AIR

# CEUX QUI PRÉTENDENT DÉFENDRE LA VIE DES OTAGES... ET QUI LES MASSACRENT

C'est au nom de la défense des otages que les troupes d'assaut égyptiennes ont envahi le Boeing d'Egypt Air à La Valette. Les militaires se souciaient tellement de la vie des otages qu'ils ont tiré sur tout ce qui bougeait, comme l'ont déclaré les témoins, du moins ceux qui restaient pour témoigner. Et on ne saura jamais dans cette affaire combien d'otages ont été tués par les pirates et combien par les troupes "d'élite" égyptiennes.

Certes, les pirates qui ont détourné le Boeing ou, avant eux, ceux qui s'étaient emparés de l'*Achille Lauro* méprisaient profondément la vie de ceux qui étaient tombés entre leurs mains. Les média ont abondamment relaté les exécutions horribles du Juif américain de l'*Achille Lauro* ou des otages du Boeing abattus d'une balle dans la nuque devant la porte de l'avion puis précipités dans le vide.

Mais les autorités égyptiennes ont eu tout aussi peu de scrupules. Elles voulaient avoir la peau des terroristes, et non sauver celle des otages.

Il y a quelques jours, en Colombie, un groupe de guérilleros s'est emparé du Palais de Justice de Bogota, prenant en otages des fonctionnaires et des magistrats. Là non plus, l'armée qui a donné l'assaut ne s'est pas souciée de la vie des otages. Elle est même fortement soupçonnée d'en avoir abattu quelques-uns jugés trop progressistes à ses yeux.

Ce sont là des mœurs de dictatures de pays sous-développés, dira-t-on. Voire. Il y a deux ans, les USA ont agencé une opération d'espionnage du territoire soviétique par l'intermédiaire d'un Boeing civil des Korean Air Lines. Aujourd'hui, de nombreuses révélations et témoignages montrent que c'est bien de cela qu'il s'agissait. N'était-ce pas, de la part des Etats-Unis, prendre en otages les passagers, prendre le risque que l'URSS abatte l'appareil, ce qu'elle a fait ?

Alors, les méthodes des gouvernants "démocratiques" des USA, des bureaucrates d'URSS, des dictateurs du Tiers Monde et des pirates sont exactement les mêmes. La vie des otages en particulier, comme celle des peuples en général, c'est le cadet de leurs soucis. Il en va de même pour les Israéliens, qui affectent de faire l'impossible pour sauver des otages.. juifs, mais massacrent allègrement les Palestiniens, et n'avaient d'ailleurs pas hésité dans le passé à abattre eux aussi un avion civil égyptien.

Ces gens-là sont donc bien mal placés pour faire de la morale à propos des pirates de l'air.

Les travailleurs, en revanche, doivent savoir que le terrorisme en général, les prises d'otages, pas plus que la torture, ne sont des procédés qui peuvent servir à l'émancipation des opprimés. Ce sont des procédés qui pervertissent ceux qui les utilisent, qui peuvent peut-être être utiles à de futurs dictateurs, mais sûrement pas au prolétariat révolutionnaire, qui aspire à changer la société par l'action des masses et non par celle de quelque Zorro ou de quelque flibustier.

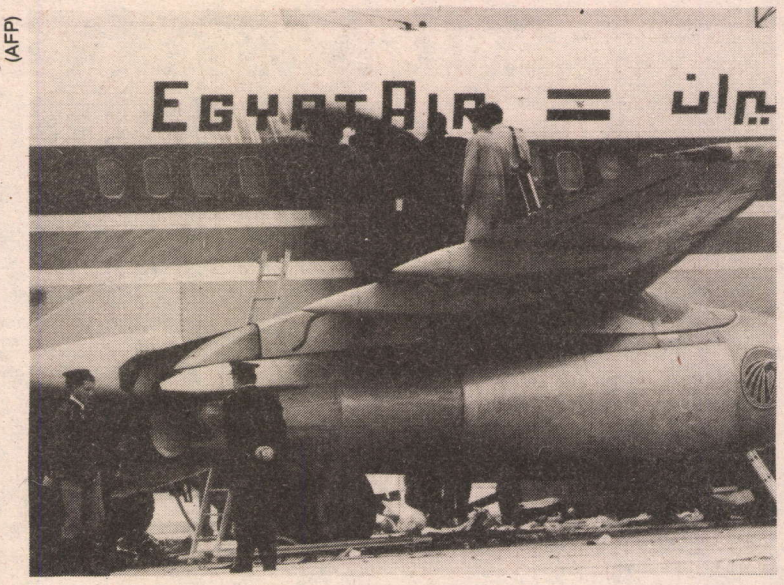
Le terrorisme contre les peuples, contre les masses laborieuses, c'est en définitive le moyen qu'utilisent les exploiteurs pour gouverner. De façon voyante, dans les pays pauvres et dictatoriaux. En gardant l'instrument de la terreur relativement discret et en réserve, dans les quelques pays riches qualifiés de démocratiques. Certes les opprimés devront se battre et employer la violence pour renverser leurs exploiteurs. Mais la violence révolutionnaire des masses, qui sert l'immense majorité de la population contre une infime minorité d'oppresseurs et d'exploiteurs, ne ressemble en rien à la terreur que les classes possédantes doivent exercer sur la majorité pour maintenir leurs privilèges et leur domination. C'est pourquoi le terrorisme est par excellence l'arme des oppresseurs, celle que les puissants de ce monde utilisent avec des moyens et une échelle immense, sans commune mesure avec ceux qui, pour leur marchander une petite part de pouvoir, utilisent les mêmes moyens.

Dans le cas du Boeing détourné à Malte, on ne sait même pas pour le moment qui étaient les terroristes ni ce qu'ils voulaient. Des opposants égyptiens, des agents de la Libye, comme l'affirme l'Egypte ? Quatre organisations différentes ont revendiqué l'opération...

Mais quand les masses populaires entrent en lutte, quand elles se soulèvent, on ne se pose pas ce genre de questions. On sait qui se bat, pourquoi et contre qui. Et c'est mille fois plus efficace.

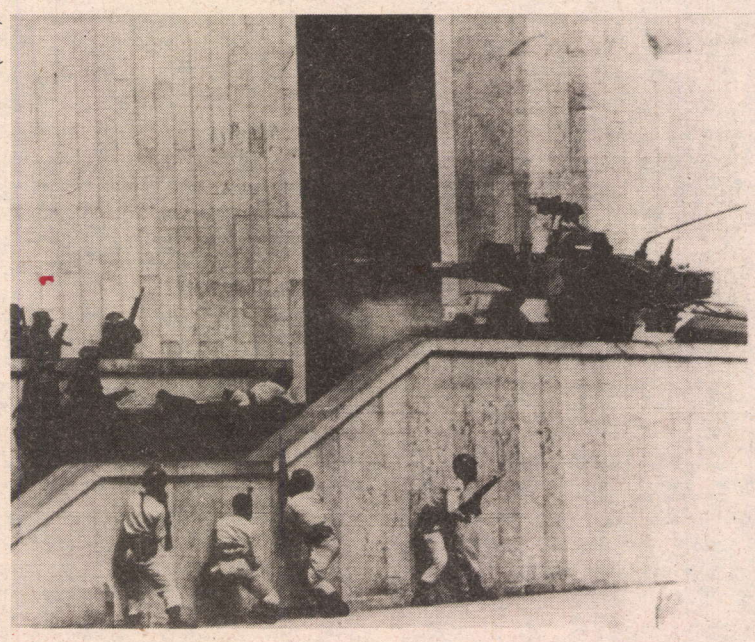
*A.V.*

(AFP)




*Le Boeing d'Egypt Air ci-dessus et le Palais de Justice de Bogota ci-dessous : les gouvernements ne se préoccupent pas plus de la vie des peuples que les terroristes qu'ils combattent.*

(AFP)



REAGAN - MOUBARAK

## "ÇA BAIGNE"...DANS LE SANG

Cette fois, entre les présidents égyptien et américain, on s'est parfaitement compris. Reagan a salué le "courage" et la "détermination" de Moubarak dans l'assaut du Boeing d'Egypt Air détourné à Malte. Les autres gouvernements aussi, d'ailleurs.

Mieux que cela : non seulement les Egyptiens ont fait ce que les USA voulaient mais, selon la télévision américaine ABC et selon le journal *Washington Post,* les USA ont guidé les Egyptiens et les ont protégés contre une éventuelle intervention de l'aviation libyenne. Car les Etats-Unis ont toujours beaucoup d'avions à l'affût sur leurs porte-avions, en Méditerranée.

Bien sûr, l'affaire a coûté la vie à 60 personnes (dont quatre des cinq terroristes), dont la quasi-totalité ont péri durant l'assaut. Mais, que voulez-vous, c'est une bavure, le prix de la "défense contre le terrorisme", le prix de la politique égyptienne et de la politique américaine. Le prix de la peine de mort appliquée par les terroristes d'Etat contre les terroristes francs-tireurs : 12 morts pour un condamné.

Sans doute Moubarak est-il aujourd'hui soulagé. Sans doute a-t-il maintenant *"soigné la blessure causée par l'incident du Boeing"*. C'étaient en effet ses paroles, il y a un mois. A propos d'un autre Boeing d'Egypt Air, qui fut lui aussi détourné. Eh oui, le fameux Boeing qui contenait les terroristes responsables de l'arraisonnement de l'*Achille Lauro,* qui devait atterrir à Tunis et qui fut intercepté par l'aviation de chasse américaine. A l'époque, Moubarak avait été profondément vexé et même, comme il disait, *"profondément blessé"*. En plus les étudiants du Caire, notamment les islamistes, avaient violemment manifesté contre la mollesse égyptienne devant le détournement américain.

Moubarak avait même demandé des excuses aux USA. Sans succès, évidemment. Il avait même, pour sauver la face, refusé de recevoir l'envoyé de Reagan durant toute une journée, en prétextant qu'il était trop occupé. Et il était parti inaugurer quelque pont...

Maintenant, la période de bouderie est terminée. Moubarak a bien compris la leçon : pour éviter que les USA interviennent directement, à Malte, il fallait que les Egyptiens interviennent eux-mêmes. Et vite. Il a donc lancé ses propres troupes d'assaut. Et c'est encore l'hypothèse la plus honorable. Il a peut-être tout simplement exécuté les ordres américains.

Devant ces impératifs de la politique intérieure égyptienne et de la politique étrangère US, les otages n'avaient évidemment guère de chances de s'en sortir...

*André VICTOR*

BOEING SUD-CORÉEN DÉTOURNÉ PAR LES USA ET ABATTU PAR L'URSS

### LES FAMILLES DES VICTIMES ACCUSENT

Les avocats des familles des membres de l'équipage du Boeing 747 abattu le 31 août 1983 par un pilote russe, alors qu'il survolait la zone de défense soviétique dans le Pacifique, accusent, confirmant ainsi ce qui avait déjà été dit à l'époque.

Une entente aurait été conclue entre les services secrets américains et la Korean Air Lines, qui a contraint les pilotes à accepter leur mission d'espionnage. Le commandant du Boeing aurait confié à sa femme, avant de partir, qu'il ne reviendrait peut-être pas, que ce vol était dangereux.

Les témoignages s'accumulent aujourd'hui, qui accusent le gouvernement américain d'être à l'origine de cette mission qui a fait 269 morts parmi les passagers du Boeing.

LIBAN

## PSP ET AMAL FONT LA PAIX A BEYROUTH

**La guerre est remise à une date ultérieure.**

(AFP)

Après avoir fait 65 morts et 300 blessés, les affrontements entre miliciens du Parti Socialiste Progressiste (PSP) et du mouvement chiite Amal, à Beyrouth, ont cessé dimanche après-midi 24 novembre.

Les chefs des deux milices, Nabih Berri pour Amal, Wallid Joumblatt pour le PSP, se sont brusquement retrouvés au domicile du premier pour sceller à nouveau l'accord entre leurs deux formations, accord qui avait été rompu pendant cinq jours.

*"Oui, j'ai fait une gaffe en déclenchant la "guerre des drapeaux",* a déclaré Wallid Joumblatt. *J'ai mal réfléchi à mon action, elle était prématurée. C'est une gaffe qui a coûté cher, très cher à la population de Beyrouth et à nos relations avec Amal. Les destructions sont effroyables".*

Et voilà : aucun des deux chefs de clan n'ayant été en mesure de prendre le dessus sur l'autre, *"l'action était prématurée"*. On s'est tué quelques dizaines d'hommes. Mais qu'importe : les hommes sont faits pour ça. On prend le thé, on se fait la bise, et on recommencera lorsque l'un ou l'autre des chefs des clans qui se disputent le contrôle de Beyrouth jugera la situation mûre pour lui.

## HASSAN II - MITTERRAND

# PAS DE CONTENTIEUX ENTRE LA DICTATURE ET LE GOUVERNEMENT SOCIALISTE

Les relations entre les gouvernements français et marocain sont au beau fixe, *"exemptes de tout contentieux"*, vient de dire le roi du Maroc avant sa visite officielle à Paris du 27 au 29 novembre. Il rend d'ailleurs la politesse à Mitterrand, qui était venu il y a quelques mois voir Hassan II chez lui.

Pas de contentieux donc, car les arrestations, les incarcérations, les fusillades qui ont suivi les émeutes de la faim de janvier 1984, les tortures, la mort de trois détenus en août dernier des suites d'une grève de la faim, la mort d'un ingénieur arrêté le 27 octobre pour ses activités politiques, cela ne gêne ni le roi ni Mitterrand.

Interviewé sur Radio-France Internationale, Hassan II a traité les représentants d'Amnesty International de *"fieffés menteurs"*. Au sujet de l'ingénieur assassiné, il s'est montré agacé : *"Si vous m'aviez dit que nous allions parler de comptabilité comme ça, je ne l'aurais pas accepté au départ. Mais puisque vous y êtes, je suis beau joueur. On peut vous montrer tous les certificats médicaux comme quoi c'était un asthmatique chronique, qui est mort d'un oedème du poumon"*.

Pourtant, entre les deux chefs d'Etat, marocain et français, on va parler "comptabilité". Pas celle des torturés, mais celle de l'argent. La France est le premier client, le premier fournisseur et le premier prêteur du Maroc. Ce dernier redoute l'entrée dans le Marché commun de l'Espagne et du Portugal, qui concurrence les exportations marocaines vers la CEE. Hassan II espère l'appui de la France sur cette question. En échange, il a évoqué l'achat de 24 Mirage 2000 pour l'armée marocaine. On jubile certainement chez Dassault. Comment le Maroc paiera ? C'est une autre affaire. Il doit déjà 9 milliards de francs à la France. On mettra cela sur sa note. Dans un premier temps, les contribuables français avanceront l'argent. Dans un deuxième temps, le peuple marocain s'échinera à rembourser, sans jamais y parvenir, les dettes de la monarchie. Tout fonctionne parfaitement. Pas de contentieux...

**Michel BROUSSE**

## FRANCE - SÉNÉGAL

# UN PRÊTÉ POUR DEUX RENDUS

A l'issue de la visite du président sénégalais Abdou Diouf à Paris, la France accorderait une aide exceptionnelle au Sénégal, qui s'ajouterait à l'aide habituelle, pour lui permettre de boucler son budget 1985.

Ce n'est de la part du gouvernement français qu'un prêté pour deux rendus. Car les capitalistes français possèdent encore 70 % du capital privé investi au Sénégal. Ils ont donc un intérêt évident à ce que le gouvernement français aide Abdou Diouf à maintenir à flot l'appareil d'Etat et l'économie de son pays.

Le gouvernement sénégalais a déjà fait de gros efforts de rigueur financière. Mais le souci de payer ses fonctionnaires passe après celui de faire faire des économies au budget de l'Etat. Et il semble bien, d'ailleurs, que le retard pris fréquemment par les mandats envoyés par les ouvriers sénégalais immigrés en Europe ne soit pas seulement dû à une incurie de la poste, mais que c'est une combine pour retenir cet argent quelque temps dans les coffres de l'Etat.

En aidant Diouf à boucler son budget 1985, Mitterrand lui permet de remplir l'une des conditions que lui imposait le FMI pour l'accord d'un nouveau crédit. Un crédit qui permettra non seulement aux capitaux français investis au Sénégal de continuer à rapporter du profit, mais aussi aux industriels français de continuer à fournir des équipements au Sénégal (la France est le premier fournisseur du pays, lui vendant le tiers de ses importations).

### BONNES PAROLES ET ET COUPS DE MATRAQUE

Diouf a solennellement condamné l'Apartheid et demandé aux grandes puissances de faire pression sur Pretoria. On mesure toute l'hypocrisie de cette déclaration lorsqu'on se rappelle qu'en août dernier le gouvernement sénégalais avait interdit et réprimé à Dakar une manifestation organisée contre l'Apartheid. Il est vrai qu'elle était organisée par des opposants...

## URSS

# SUR "UN TIERS DU BUDGET POUR LES CRÉDITS SOCIAUX"... COMBIEN POUR LA BUREAUCRATIE ?

*L'Humanité* du 27 novembre publie un article sur les prévisions budgétaires en Union Soviétique sous le titre : *"Un tiers du budget pour les crédits sociaux"*.

Comparé à ce qui se passe en France, une telle proportion est évidemment énorme. Mais le lecteur de *L'Humanité* qui aurait voulu en savoir plus sur cette question restait sur sa faim. Car, hormis son titre et une photo d'illustration sur *"une visite médicale chez un couple d'octogénaires en Arménie"*, cet article ne comportait absolument aucune précision sur cette question.

Dans les pays occidentaux, même si les budgets sociaux servent souvent à financer de façon indirecte certains frais de fonctionnement collectif de la bourgeoisie et de son système, une partie de ceux-ci revient aux plus pauvres sous forme d'aides. Du moins tant que les capitalistes estiment ce "luxe" supportable (et de fait, avec la crise, ces budgets ont tendance à diminuer, du moins pour ce qui revient aux travailleurs).

Mais pour l'essentiel les bourgeois occidentaux — même s'ils n'hésitent pas à mettre la main à la caisse "sociale" — comptent d'abord, pour ce qui concerne leur propre existence, sur les revenus qu'ils tirent personnellement du capital.

En Union Soviétique les privilégiés, parce qu'ils ne sont pas des possédants, doivent évidemment faire supporter directement à l'ensemble du budget social la note de frais d'une bureaucratie parasitaire. Et de ce point de vue, le poids de la bureaucratie dans ce fameux budget social est évidemment bien supérieur, proportionnellement, à la seule fraction de la population soviétique qui appartient à la "nomenklatura".

*L'Humanité* peut illustrer son propos d'une photo de *"visite médicale à domicile"*, son correspondant local s'est bien gardé de chercher à savoir combien, par exemple, on construit d'hôpitaux (et de quelle qualité) pour la population, en comparant ce chiffre avec celui des cliniques spéciales, bien mieux équipées, réservées aux "élites". Le correspondant de ce journal aurait même probablement pu faire un reportage de première main sur ce type d'établissements... auxquels il a sans doute droit !

Et dans son souci d'information, *L'Humanité* a oublié de citer pour ses lecteurs d'autres chiffres officiels parus dans la *Pravda* du 9 octobre dernier, qui montraient en particulier qu'au cours du dernier quinquennat le budget des "fonds sociaux" s'était accru de 5 %, celui de l'armée de 12 %.

*P.L.*

## PHILIPPINES

# L'OPPOSITION VEUT MONTRER UN VISAGE UNI, MARCOS VOUDRAIT CHANGER DE VISAGE

Sous l'égide d'un Comité national d'unification, les quatre prétendants à la candidature d'opposition contre Marcos se sont mis d'accord pour présenter un candidat unique de l'opposition aux présidentielles, qui doivent avoir lieu en février prochain. Et il semble pour l'instant que ce soit Mme Corazon Aquino, la veuve du leader assassiné en 1983, qui ait le plus de chances de rallier l'opposition sur son nom.

Quant au dictateur Marcos, il vient d'annoncer qu'il était prêt à rencontrer des dirigeants de l'opposition communiste interdite, pour garantir la tenue pacifique du scrutin.

Bien sûr, il y a de loin de la parole aux actes. Mais Marcos sait qu'il risque d'être lâché par son protecteur nord-américain, maintenant que sa dictature n'est même plus capable de mater efficacement les manifestations de colère populaire qui se multiplient. Et plutôt que de voir Washington miser sur l'opposition libérale unie, Marcos veut peut-être montrer à ses protecteurs qu'il peut lui-même rénover un peu la façade de son régime.

## OMAN

# LES MILLE ET UNE NUITS, MAIS À QUEL PRIX!

Pour célébrer le quinzième anniversaire de son accession au pouvoir, le sultan Qaboud, dictateur du sultanat d'Oman, a vu les choses en grand.

Il s'est fait construire un somptueux palais pour accueillir ses nombreux invités de marque. Le palais du Boustan a coûté 400 millions de dollars, les poignées de portes et les robinets de baignoires sont en plaqué or...

Pour ne pas agresser les yeux des touristes multimilliardaires, un modeste village de pêcheurs a été déplacé.

Coût d'une nuit dans ce palace : 850 dollars, soit environ 7 000 F. Ce n'est, paraît-il, pas ce qu'il y a de plus cher dans le monde. Mais ça représente, pour une nuit, combien de mois de salaire des nombreux travailleurs indiens, pakistanais et bengalis qui constituent le gros des prolétaires du pays.

**Stéphane HENIN**

## ESPACE

# GROS PIGEON VOLE

Le fondateur de la Society Expedition, une agence de voyages spécialisées dans les séjours dans les contrées peu courues, comme l'Amazone, l'Antarctique ou le Groënland, vient de se lancer dans un projet de tourisme dans l'espace. Il envisage de faire construire une navette spatiale qui emmènera à chaque voyage dans l'espace une vingtaine de touristes pendant environ 12 heures.

Ce petit séjour coûtera la bagatelle de 400.000 F. Notre homme d'affaires qui, lui, a les pieds bien sur terre, annonce que déjà 60 candidats sont inscrits et ont payé, rubis sur l'ongle, 40.000 F d'arrhes !

Prochain départ : le 8 octobre 1992, pour fêter le 500e anniversaire de l'arrivée de Christophe Colomb sur le continent américain.

D'ici là, dans sept ans, l'homme d'affaires a largement le temps de s'envoler avec l'argent des touristes cosmiques.

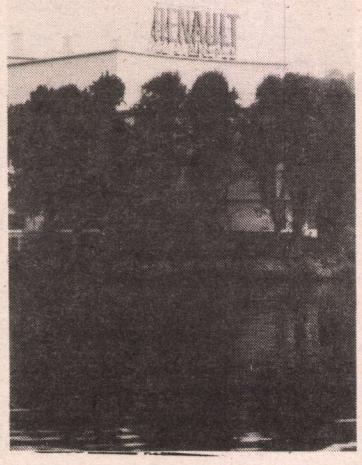
## RNUR BILLANCOURT

# LA SITUATION APRÈS LA GRÈVE D'OCTOBRE

### Après une drôle de grève, un drôle de paiement

La grève d'octobre une fois terminée, le problème en suspens était celui du paiement. Dès le début de la grève, la direction avait fait émarger les non-grévistes en leur faisant signer chaque jour une feuille précédée d'abord de l'intitulé *"Je souhaite travailler, je serai payé"*. Puis de *"Je souhaite travailler"* tout court. La CGT appelait de son côté les grévistes à venir pointer. L'immense majorité des ouvriers de Billancourt signèrent... pour être payés. A la reprise du travail, dans tous les secteurs, les chefs menèrent leur enquête pour savoir qui était vraiment gréviste ! Et pour ceux qui avaient débrayé le mercredi 9 octobre, veille de l'occupation, sans reprendre le travail, mais qui avaient pointé pendant la grève auprès de la direction, il leur fut demandé de signer un autre papier confirmant leur signature et, surtout, condamnant la grève avec occupation... s'ils voulaient être payés ! Là, la CGT ne donnait pas de consigne.

Finalement, les grévistes furent désignés à la tête du client par les agents de maîtrise locaux. Concrètement, cela se traduisit dans des ateliers par une convocation du chef informant le ou les travailleurs *"qu'étant grévistes, ils ne seraient pas payés"*. Ainsi, 400 travailleurs environ, principalement des militants de la CGT (qu'ils aient signé... ou pas pendant la grève), des militants connus et aussi quelques travailleurs qui avaient refusé ostensiblement d'émarger furent pénalisés de sept jours de grève. Financièrement, selon les coefficients, la retenue sur la paye d'octobre a varié de 2 000 F environ à plus de 3 500 F. 200 autres travailleurs environ ont eu de un à plusieurs jours de retenues pour *"fait de grève"*. Mais en fait, la quasi-totalité des travailleurs a été payée normalement.




Avec l'assentiment des travailleurs, la CGT avait décrété la grève illimitée avec ocupation à partir du 10 octobre. Elle avait fait la grève à la place des travailleurs, elle avait bouclé les ateliers, verrouillé ou soudé les portes. Cela avait donné une curieuse grève : les travailleurs étaient en fait hors du coup, appelés seulement à soutenir à quelques occasions, pour manifester par exemple le 16 octobre, dans les rues de Boulogne. Le paiement de la grève a été, dans une certaine mesure, à l'image de la grève. Après la drôle de grève, ça a été le drôle de paiement des heures de grève. Il serait plus juste de parler du paiement des heures, tout court, puisqu'il fallait être considéré comme non-gréviste pour être payé.

La direction a donc eu une politique de pénalisation sélective visant en premier lieu les militants, principalement de la CGT. Il faut se rappeler que, lors du vote de reprise organisé le vendredi 18 octobre par la CGT, 1 800 travailleurs s'étaient prononcés pour la continuation de la grève avec occupation.

La CGT a organisé une collecte dans l'usine, dans les bureaux, au CE (où les militants, qui n'étaient pas en grève puisque la grève ne touchait que les ateliers, ont été taxés d'au moins une journée de salaire). Au début du mois de novembre, plus de 31 millions d'AF ont été récoltés, d'après la CGT. L'accueil dans les ateliers était inégal. Au département 14, par exemple, sur 230 travailleurs, 188 ont donné 6 000 F environ au total. Dans d'autres ateliers, l'Ile Seguin, l'accueil a été beaucoup plus froid.

Le mardi 19 novembre, la CGT décidait de verser un acompte de 700 F aux "sanctionnés", ce qui fut fait dans les divers départements, après parfois des prises de parole. La CGT d'ailleurs n'hésitait pas à en rajouter, affirmant que, si *"95 % du personnel avaient été payés normalement, c'était grâce à la CGT"* ! Un deuxième versement de 300 F environ aurait lieu début décembre.

Une fois le problème du paiement des heures, qui avait fourni de grandes discussions, à peu près réglé, les travailleurs sont dans l'expectative. La grève n'a rien rapporté, mais elle n'a rien coûté. La CGT, quant à elle, a remis pour l'instant ses actions spectaculaires au placard. Certains chefs, par contre, sont un peu revanchards et les gardiens à quelques portes se font pressants pour exiger les cartes d'usine. Mais c'est tout.

Globalement après la grève, comme avant, rien n'est résolu sur le plan des salaires. En 1985, les salaires ont augmenté de 1,5 %, les primes "exceptionnelles" étant largement amputées. Il y a eu donc en 1985 une attaque en règle du pouvoir d'achat des travailleurs de Renault.

**Correspondant LO**

## SNCF ATELIERS DE NANTERRE

# RAS-LE-BOL DES SANCTIONS

Mardi 19 novembre la CFDT, appuyée par la CGT, avait appelé à une heure de débrayage pour protester contre les sanctions. Il faut dire que depuis quelque temps les brimades, les sanctions, les vexations de toute sorte devenaient monnaie courante : des bons de douches donnés avec deux minutes de retard sous prétexte qu'on s'est lavé les mains deux minutes trop tôt, une équipe entière de réparation de voitures accidentées accusée de saboter le travail, sans compter la chasse aux temps morts. Tout cela a envenimé le climat. Cela a débordé avec les mises à pied avec sursis infligées à ceux qui avaient participé à un débrayage le jour de la grève des roulants, le 1er octobre dernier.

Toujours est-il que, le mardi 19, c'est à 150 (sur 600 du personnel d'exécution) que nous nous sommes retrouvés dans les bureaux de la direction. Le patron est sorti dans le couloir avec ses deux adjoints : ils n'étaient pas très fiers.

Nous nous sommes ensuite donné rendez-vous pour 13 heures.

A 13 h la colère était un peu retombée, mais finalement une quarantaine de cheminots ont tenu à marquer le coup en allant à Saint-Lazare pour protester auprès du chef de région... qui n'était pas là pour les recevoir.

Un nouveau préavis de grève a été déposé, couvrant le mardi 26 novembre. A la suite de quoi, le patron est revenu sur sa fermeté et a déclaré aux représentants syndicaux : *"J'ai bien reçu votre message"*. Finalement, il a renoncé à la dizaine de mises à pied prévues, en les transformant en blâmes.

La direction est dure d'oreille. Mais quand on proteste, elle entend mieux.

**Correspondant LO**

## ASSURANCES ABEILLE PAIX PARIS

# ANNULATION D'UN LICENCIEMENT QUE LA DIRECTION CROYAIT SANS PROBLÈME

Une déléguée CGT au Comité d'entreprise a été convoquée début novembre devant le conseil de discipline pour "insuffisance de travail". Une trentaine d'employés et de militants syndicaux qui trouvaient cette convocation scandaleuse ont organisé un sit-in devant la porte de la salle. Au bout de plus de deux heures, la réponse tombait : la direction demandait le licenciement. Les directeurs sortirent sous les huées.

Les employés et militants syndicaux présents ont alors décidé de passer dans les services pour appeler le personnel à une assemblée dans le hall. Le rassemblement, qui a duré plus d'une heure et demie, a réuni 350 personnes sur les 1 500 que compte l'entreprise. On n'avait pas vu cela depuis plusieurs années à l'Abeille.

Le P.D.G. a promis sa réponse dans un délai de quelques jours. Après de nombreux conciliabules avec ses directeurs, il décidait de transformer le licenciement en 15 jours de mise à pied. Le personnel qui a réagi est content d'avoir réussi à défendre une déléguée appréciée. Dernier détail réjouissant : certains chefs de service n'ont pas osé déclarer des grévistes parmi leur personnel, de peur de ternir leur image auprès de la direction...

## EGF PARIS-SUD

# DEUX JOURS DE GRÈVE

La semaine dernière, à l'agence EDF-GDF Italie de Paris-Sud (13e), à 15 travailleurs nous avons fait deux jours de grève.

Un service technique, la STM (15 personnes), se voyait attribuer une partie des travaux d'un autre service technique, le SAI. L'opération se révélait surtout payante pour la direction. En effet les mêmes travaux qui se faisaient en équipe de deux au SAI étaient prévus pour une seule personne au STM. Cela pose des problèmes de conditions de travail.

Dans la matinée du mercredi 20 novembre nous nous sommes répartis dans les différentes agences de Paris-Sud, pour expliquer aux autres STM notre mouvement. Et cette matinée fut bien instructive. Dans les autres agences, la reprise des travaux par la STM s'était accompagnée d'aménagements : tableaux de travail allégés, possibilité de faire les interventions à deux... La direction nous avait menti en nous présentant nos conditions locales comme intéressantes.

Le mouvement s'est poursuivi le lendemain et nous a permis de nous adresser à d'autres catégories de l'agence, sur leurs différents problèmes qui ont en fait la même cause : la volonté de la direction de ne pas embaucher et d'augmenter la productivité.

La direction a alors ajourné son projet de reprise des travaux de trois mois, délai pendant lequel elle se propose d'étudier la question de savoir si nous ferons les travaux à un ou à deux.

Nous avons repris le vendredi matin, bien que n'ayant pas réussi à faire reculer la direction sur toute la ligne. Mais le moral y était.

## échos des entreprises

### LA GROSSE GALETTE

Qui trie les lettres ? Qui trie les sacs, redresse les lettres, envoie le courrier, charge et décharge les camions et les wagons ? C'est nous.

Qui touche le magot pour la prime de rendement ? Ce sont les hauts cadres de l'administration.

Moralité : on touche le courrier : eux, ils touchent le paquet !

*(Extrait du bulletin*
Lutte Ouvrière
*Tri Austerliz)*

### À QUAND LE MATCH RETOUR?

Depuis deux mois environ, un véhicule rouge tout neuf se gare sur la rampe intérieure en haut du quai.

Non seulement il gêne les camions qui livrent le courrier à Paris 18, mais en plus il essaie d'abîmer les pare-chocs des camions avec ses gros feux arrière.

Pour l'instant le score est de 2 feux à 0. Mais, à trop vouloir se frotter, il va finir par l'avoir vraiment dans le dos.

*(Extrait du bulletin*
Lutte Ouvrière
*PTT Paris 18)*

### LE RIDICULE NE TUE PAS... HEUREUSEMENT POUR CERTAINS

Ça balisait sec pour la visite, la semaine dernière. Chez certains chefs, bien sûr, pas chez les ouvriers. La plupart d'entre nous étaient plutôt hilares de voir les mille et une petites scènes ridicules qui ont précédé la tournée du Pacha.

Le sol des allées, qui avait été repeint, était transformé en véritable patinoire (et maintenant, va-t-on faire comme il y a quelques années, les gratter au chalumeau ?). On a vu également des chefs à quatre pattes, ramassant qui un mégot, qui un papier. A la 2826, la veille, les ouvriers avaient dû récupérer du savon des WC pour nettoyer les allées. Et on a même vu des chefs conseiller aux caristes de ne pas trop freiner, à cause des traces.

On peut supposer que la direction a dû fournir des couches-culottes de bonne qualité à certains membres de la maîtrise...

*(Extrait du bulletin*
Lutte Ouvrière
*Général Motors)*

# DANS LES ENTREPRISES

BNP BERGÈRE POISSONNIÈRE PARIS

## RIPOSTE CONTRE LA FLEXIBILITÉ

A l'annonce du projet de loi sur l'aménagement du temps de travail, le personnel de la BNP s'est inquiété des conséquences que cela entraînerait.

En 1983, les banquiers avaient déjà tenté de faire passer un tel projet visant à étendre les horaires et les jours d'ouverture des guichets. Des débrayages les avaient obligés à mettre ce projet au tiroir.

Aussi, dès que le gouvernement a ressorti ce texte, les employés ont beaucoup discuté de la nécessité de réagir : *"Les plus anciens d'entre nous avaient fait grève en 1956 pour ne plus travailler le samedi. Ils veulent nous faire revenir en arrière" ; "Pas question que le patron nous fasse venir quand il veut et nous impose des semaines prolongées pendant les périodes de bourre".*

Mardi 26 novembre, à l'appel de la CGT, un débrayage de 2 heures a été suivi très largement. Des services qui habituellement ne sortent qu'à 5 ou 10 % sont sortis cette fois à 40 ou 50 %. Au Centre de Comptabilité Francs et Devises, la participation au débrayage chez les employés a même atteint 70 à 75 %.

La CFDT, syndicat majoritaire, est restée très discrète et n'a pas appelé au débrayage, alors qu'elle avait organisé seule les actions de 1983. Les employés ont été très choqués de ce changement d'attitude.

CIT - ORLÉANS

## MORALE ET MARCHE A PIED

### La direction se lance dans la pédagogie

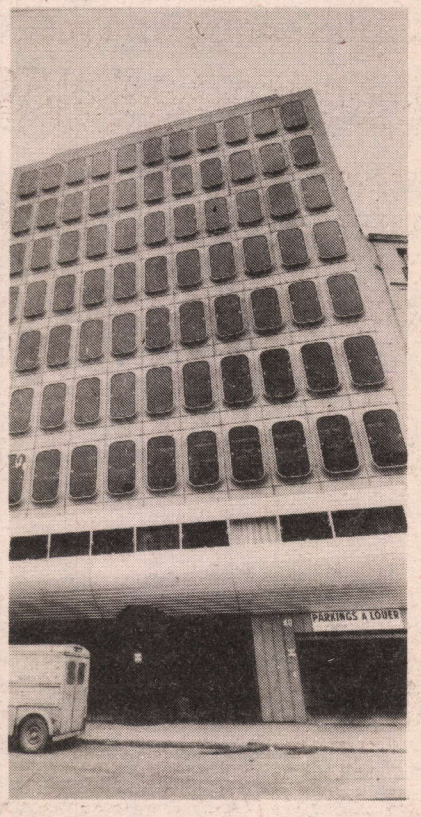
La direction a engagé un grand plan de formation pour les ouvriers, une journée avec projection de films. Des ingénieurs se relaient pour expliquer que le travail évolue, qu'il y a moins besoin d'ouvriers, qu'il faut se former, reprendre le français, les maths, être prêts à aller faire un stage à Marseille, *"à sacrifier sa vie de famille"*... même si cela *"n'évitera pas les licenciements"* (sic). La journée s'est terminée par un exposé d'un membre de la CFDT, qui a bravement expliqué (histoire d'aider les efforts pédagogiques de la direction ?) comment se former et a donné des adresses.

Toute cette opération visait peut-être à donner du cœur à l'ouvrage à tout le monde. Résultat : à la fin de la journée, plutôt renfrognés et pas convaincus, les ouvriers. Si c'était pour nous culpabiliser et pour nous expliquer que c'est nous, les ouvriers, qui sommes responsables de nos licenciements, que la direction repasse.

En attendant, dans certains coins, ce sont des chefs qui sont repassés, derrière le stage, pour apaiser les gars pas très convaincus. Ils appellent cela "remonter le moral". Que les patrons se méfient et ne nous donnent pas trop de conseils. Quand les ouvriers ne croient plus à rien, pas plus à la "formation" individuelle pour s'en sortir qu'en la bonne foi du patron, la colère s'accumule...

### La CFDT nous fait marcher

Maire trouve que la grève est dépassée. Un tract CFDT distribué à la CIT Orléans, où il y a des réductions d'effectifs, propose une *"marche pour l'emploi"* avec inscriptions individuelles pour 2, 5, 10 ou 20 km. Commentaire des travailleurs : *"Ils nous font marcher ; ils pensent à notre santé. Et puis, le samedi, ça ne gênera pas le patron !"*. Encore des travailleurs "archaïques" sans doute, qui s'en tiennent à la lutte de classe !




## D'une entreprise à l'autre
## LES SALAIRES À LA TRAÎNE

**SÉCURITÉ SOCIALE BOURGES**

**Georgina Dufoix a refusé de donner 1,2 % d'augmentation proposée par l'UCANSS (l'Union des caisses nationales de Sécurité Sociale). Cela nous fait 3,5 % pour l'année. Les gens râlent :** *"Socialistes = barristes = pourris".*

**CEPEM ORLÉANS**

Augmentation des salaires : pas plus de 3 %. Deux fois 1,4 % l'an prochain. Les ouvriers râlent.

**SPECIA SAINT-GENIS LAVAL (Rhône)**

Le résultat de la réunion paritaire sur les salaires avait donné 2 % d'augmentation pour 1986.

Débrayage le 18 novembre d'une demi-heure, à l'appel de la CGT, sur les salaires. 25 % des travailleurs ont débrayé et une soixantaine se sont retrouvés dans le bureau du directeur. Réflexion d'un travailleur : *"Il paraît qu'au gouvernement il y a des représentants des travailleurs !"*. Réflexion de trois électeurs socialistes : *"Qu'est-ce qu'il est c.., ce gouvernement !"*.

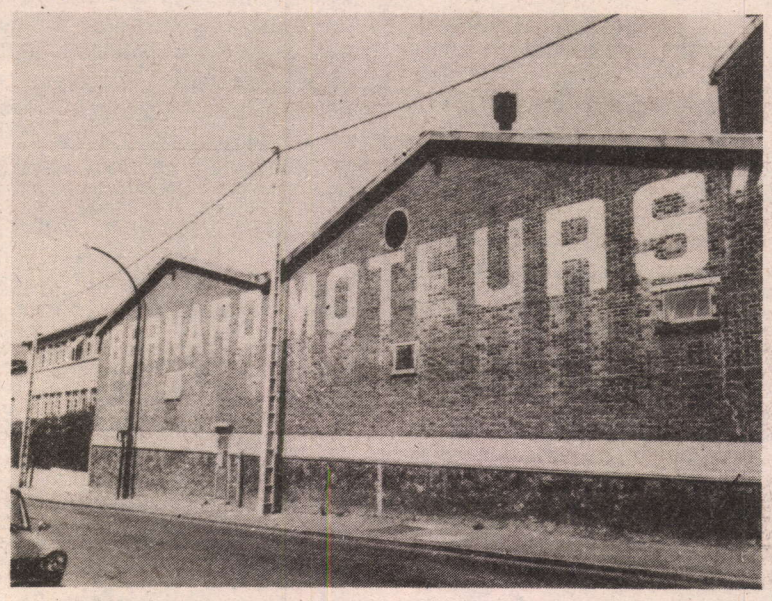
BERNARD MOTEURS - RUEIL

## CONFIDENCE POUR CONFIDENCE

La direction a annoncé un nouveau projet de réduction d'effectif de 96 personnes, soit le quart de l'effectif restant. 400 postes avaient déjà été supprimés et, il y a deux mois, la direction parlait d'un net redressement. Les supressions d'emplois touchent cette fois-ci essentiellement les "non-productifs".

Ça a provoqué de la grogne chez les cadres et la maîtrise, informés par les syndicats. Ils disent qu'ils sont *"pris pour des cons"*. La direction a fait une note, reprochant aux syndicats de n'avoir pas respecté l'obligation de garder "confidentielles" les informations fournies pour le Comité d'entreprise. Elle a précisé aux cadres qu'elle les tiendra désormais informés de la situation... après la réunion du C.E.

Pas de quoi rassurer la maîtrise et les cadres. Merci, patron : encore un effort, et les cadres, les contremaîtres et les chefs finiront par se fâcher comme de simples ouvriers...

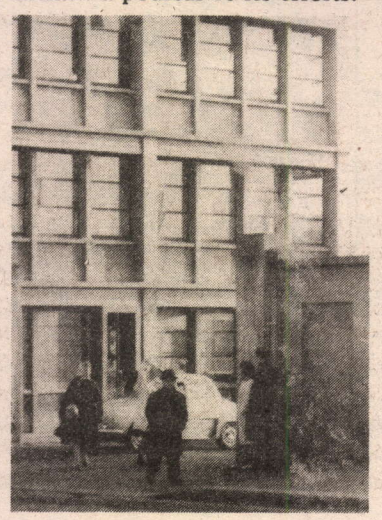



SNECMA - GENNEVILLIERS

## COCORICOUAC

La presse avait largement fait retentir les "cocoricos" lorsqu'elle avait informé que Boeing avait passé commande de fabrication de moteurs CFM 56 à la SNECMA.

Voici ce qui nous revient en écho, de l'usine SNECMA de Gennevilliers. Un petit malin a fait circuler le bruit que la direction générale allait donner une prime de 600 F, suite à la signature du contrat. Quelques-uns y ont cru. Pas longtemps. Les gars dans l'ensemble l'ont quand même mauvaise. Ils s'attendaient à autre chose que les félicitations que le P.D.G. a adressées au personnel, même assorties, comme ce fut le cas, d'un encouragement... à poursuivre les efforts.



CHR HÔPITAL CENTRAL DE LYON

## LES ANESTHÉSISTES ONT GAIN DE CAUSE

A l'Hôpital Général de Dijon, les médecins anesthésistes sont euphoriques. Ils avaient déposé, le 12 novembre, un préavis de grève pour revendiquer l'augmentation du paiement des gardes. Ils touchent 400 F pour 14 heures. Ils voulaient 1 000 F. Même ceux qui ne font jamais grève la faisaient cette fois-ci. Les programmes opératoires avaient été annulés.

Jusqu'à récemment, ceux qui montaient les gardes étaient principalement choisis parmi ceux qui étaient encore étudiants. Et ils étaient suffisamment nombreux pour que ceux qui avaient déjà leur diplôme de médecin n'y soient pas astreints. Mais les étudiants en anesthésie se sont raréfiés. Ce sont maintenant les médecins diplômés qui doivent se charger des gardes.

Vendredi 15 novembre, ils obtenaient 800 F par garde, au lieu de 400 F. Ils étaient tout contents (on le comprend). La grève était levée. Ils étaient tout excités, disant que le ministre est vraiment "dégonflé" et qu'ils auraient dû réclamer avant.

Reste aux simples travailleurs à employer les grands moyens pour que les ministres (de droite comme de gauche, d'ailleurs) se dégonflent au moins aussi vite devant eux que devant les petits-bourgeois qui revendiquent.

CRÉDIT LYONNAIS PARIS

## DÉBRAYAGE RÉUSSI CONTRE LA FLEXIBILITÉ

Le mouvement de grève lancé le 26 novembre par la CGT et FO au Crédit-Lyonnais, contre le projet de loi sur la flexibilité qui viendra en discussion à l'Assemblée nationale le 4 décembre, a été très suivi par les employés.

C'est la première fois depuis plusieurs années que l'on compte autant de grévistes, en particulier en agences, et alors que seulement deux syndicats ont appelé, et de façon séparée.

Des dizaines d'agences et d'antennes ont été fermées, faute de personnel. Le groupe des agences du quartier République, par exemple, a eu 75 % de grévistes. Dans les services centraux, les pourcentages de grévistes vont de 25 % à 80 % par exemple au Département de la Trésorerie et des Changes, ou 85 % à la Comptabilité Titres.

L'appel à débrayer était d'une journée (avec possibilité de faire 24 heures dans les services ou agences qui le souhaitaient).

Un rassemblement a eu lieu devant le siège central à 14 heures, 500 personnes y ont participé.

Environ 400 personnes sont ensuite allées manifester avec la CGT devant l'Assemblée nationale et ont été surprises et indignées de voir un tel déploiement de flics.

Le succès de cette journée s'explique par le fait que les employés de banque, outre qu'ils refusent de faire des horaires au choix des patrons, sont en plus inquiets que, dans la foulée, on les fasse travailler le week-end et perdre ainsi leurs deux jours de repos consécutifs.

Ils ont montré qu'ils n'étaient pas prêts à se laisser faire et veulent remettre cela à la moindre menace précise contre leurs horaires.

**Correspondant LO**

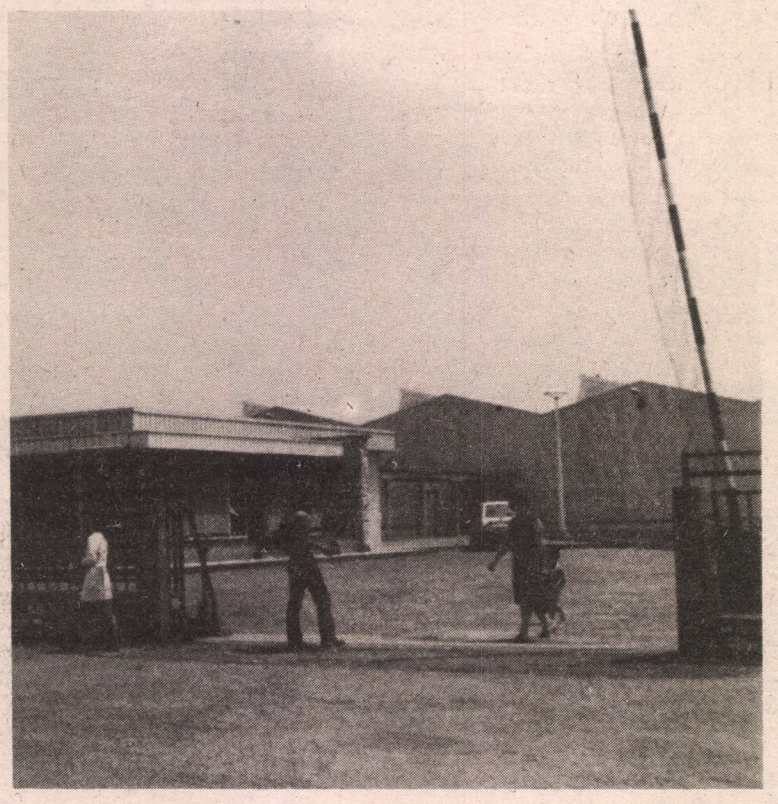
## CABLAUTO - REGION TOULOUSAINE

# ILS VEULENT NOUS RENDRE FLEXIBLES

L'usine Cablauto-SGE est une filiale du groupe Précision Mécanique Labinal. Dans la région toulousaine, deux usines emploient respectivement 1 400 personnes à Villemur (Haute-Garonne) et 300 personnes à Labastide-Saint-Pierre, à douze kilomètres de là (Tarn-et-Garonne).

Labinal est le sous-traitant privilégié de la SNIAS et de Dassault pour l'aéronautique. C'est en outre un des premiers équipementiers automobiles en France, dont les principaux clients sont Renault et Peugeot. Par ailleurs, 400 personnes travaillent pour IBM.

Depuis un an, en raison de la crise dans l'aéronautique, mais surtout dans l'automobile, les travailleurs de l'usine, en majorité des femmes OS, ont vu leur salaire amputé par le chômage partiel.



## CHOMAGE PARTIEL : DES RECORDS JAMAIS ATTEINTS

1984 semblait avoir été l'année record pour le chômage partiel dans l'usine. Les ateliers Aviation et Automobile chômaient en moyenne un jour par semaine. Cela a cessé en mars 1985 à l'Aviation, mais en ce moment, les ouvrières de l'Automobile chôment jusqu'à deux jours par semaine. Dans certains secteurs, cela atteint 120 heures pour le dernier trimestre.

Quand on sait qu'une OS en 2 x 8 touche en moyenne 4 000 F net par mois, qu'un technicien au coefficient 225 touche 5 200 F net, on se doute que ces périodes de chômage se traduisent par des difficultés financières importantes.

Le groupe Labinal, victime soi-disant de la crise, a déclaré pour le premier semestre 1985, une augmentation de 19 % de ses bénéfices par rapport à la même période en 1984.

## AUGMENTATIONS DES CADENCES

Malgré la baisse de la charge de travail, on n'a jamais autant vu les chronos dans les ateliers. Et chacun de leurs passages se traduit par une hausse telle de la cadence que cela correspond en fait à un poste de travail supprimé. Mais il est aussi fréquent de voir le tableau suivant : des ouvrières, les bras croisés faute de travail, tandis que leurs collègues s'échinent à faire les cadences.

Dans l'atelier de Labastide, où l'on chôme deux jours par semaine, les chefs ont même déclaré que seules celles qui continueraient à faire la cadence auraient du travail. Et ils menacent : *"Les autres, vous pointerez "attente" sur vos bulletins journaliers, et sachez que nous avons du personnel en trop et que vous serez les premières à partir"*.

Eux ne perdent rien sur leur paie, car ils trouvent toujours une bricole à faire pour venir à l'usine quand nous sommes en chômage partiel.

## HEURES SUPPLEMENTAIRES

Tandis que l'Aviation et l'Automobile chômaient, l'atelier d'en face travaillait en heures supplémentaires. A IBM, de juin 1984 à juin 1985, il fallait venir tous les samedis et, quand les chefs ne nous sentaient pas très motivées, nous avions droit aux sermons et aux réprimandes.

Toujours dans le secteur IBM, la direction a embauché des temporaires durant l'été avec, pour eux aussi, des heures supplémentaires. Et quand elle a voulu les mettre à la porte, elle a suspendu le travail du samedi pendant une semaine et les a licenciés. Aussitôt, les heures supplémentaires sont réapparues.

De même, aux ateliers des presses ou de l'outillage ainsi qu'à la Finition, la direction ayant investi dans des machines modernes, la mode est au travail du samedi et du dimanche, ainsi que les jours fériés. Mais le comble a été atteint lorsqu'en juin dernier, sous prétexte d'une commande urgente, la direction faisait travailler le samedi celles qui avaient chômé le lundi à l'Automobile. Alors, chômage dans certains ateliers, heures supplémentaires dans d'autres, ont entraîné des mutations, changements de service ou d'équipe. Et comme à Cablauto, les équipes sont fixes, soit le matin, soit l'après-midi, un changement d'équipe, c'est tout un rythme de vie à modifier.

Pour le patron, la flexibilité, c'est bon pour l'ouvrière, mais aussi pour son mari et ses gosses.

Aujourd'hui, à IBM, après le travail du samedi, les pressions pour le travail le dimanche et la création quasi permanente d'une équipe de nuit, la direction nous annonce sept jours de chômage en novembre et décembre, et le bruit court qu'une semaine serait chômée entre Noël et le Premier de l'An.

## MENACES SUR L'EMPLOI

Sous couvert de la baisse de la charge de travail en plus des licenciements des sous-contrat, les plus de 55 ans ont été licenciés en 1983 et 1984. A la veille de 1986, la direction prépare quelque chose. Elle a déclaré en réunion de délégués du personnel que, ne pouvant pas licencier à Villemur vu le nombre d'heures supplémentaires effectuées en 1985, elle avait envisagé de licencier à Labastide qui n'est pas dans le même département. Ni vu ni connu, je t'embrouille...

Mais, si elle n'a pas pu jouer sur les départements en 1985, il n'est pas dit qu'elle ne le fera pas en 1986 : elle a compris qu'elle pouvait soutirer une aide de l'Etat car, dit-elle, le chômage partiel lui coûte cher. Et la subvention est conditionnée par le fait de ne pas licencier pendant six mois. Ah ! si la limite des départements pouvait passer au milieu de chaque atelier...

Jusqu'à présent, la direction a joué sur du velours, les ouvrières expliquant qu'elles n'ont pas envie d'augmenter le nombre des chômeurs. Mais l'annonce d'une nouvelle semaine de chômage a suscité la colère et le succès d'une pétition dè la CGT contre la flexibilité, et les propos tenus à cette occasion sont peut-être le signe d'un changement de climat.

**Correspondant LO**

# D'une entreprise à l'autre

## PAS SI FLEXIBLES QUE ÇA LES TRAVAILLEURS

### BNP BERGÈRE

Projets du gouvernement sur l'aménagement du temps de travail : certains disent : *"Là, je fais grève si ça passe"*. Quelques-uns s'en fichent, mais en gros, c'est l'inquiétude. La CFDT est passée avec un tract disant ce qu'est le projet et qu'il faut rester vigilant. La CGT fait signer des pétitions contre.

### BNP BARBÈS

Ça discute à propos du travail du samedi. Certains se prononcent nettement contre, d'autres sont encore à croire que ça ne peut pas arriver. Quelques-uns, isolés pour le moment, pensent qu'il faudrait se mettre en grève pour que les banquiers reculent. Un ancien syndiqué CFDT ne comprend pas la position de Maire et de la direction syndicale et veut faire connaître sa réprobation aux militants cédétistes du centre.

Par ailleurs, au Centre opérations étranger, cinq mécanographes ont débrayé (dans un secteur de 20 mécanos) pour protester contre le manque de promotions, le resserrement de la discipline, le travail supplémentaire alors que la direction baisse les effectifs régulièrement. Devant le retard qui s'accumule, la direction a bien fait appel à des intérimaires. Mais des pressions ont également été faites sur les dernières embauchées pour qu'elles viennent le samedi comme les intérimaires, leur suggérant que leur changement de coefficient en dépendrait.

La CGT a fait, à ce sujet, une affiche à la cafétéria et diffusé le texte de l'affiche dans le centre.

### RENAULT-FLINS SELLERIE

Les projets sur la flexibilité ont beaucoup fait réagir. Les ouvriers sont contre, veulent en savoir plus sur le sujet. Pas mal de réflexions à propos de Maire qui signe n'importe quoi.

La CGT fait signer une pétition dans certains bâtiments contre la flexibilité.

### CITROËN SAINT-OUEN

Dans les ateliers de professionnels, ça discute sur le sureffectif annoncé alors que tout le travail est en urgence et que les gars font des heures supplémentaires. Des ouvriers pensent que les chiffres de la direction sont truqués.

### SNCF CONFLANS

Une grève s'est déclenchée chez les cheminots de l'entretien du TGV. La SNCF veut leur faire faire les 3 x 8 alors qu'ils sont en 2 x 8. Ils ont répondu à la direction qu'ils n'étaient pas d'accord, qu'elle n'avait qu'à embaucher. La grève s'est étendue au matériel TGV de Villeneuve où le problème est le même.

### CHAUSSON ASNIÈRES

Au Modelage plastique, depuis la mise en place de la fraiseuse à commande numérique pour la fabrication des maquettes en plastique, la direction voudrait arriver à faire deux équipes de quatre fois 10 heures, puis elle verra plus tard pour les VSD.

Les fraiseurs ont refusé de s'engager dans ces équipes de 10 heures. Ils savent que d'autres seraient concernés. Actuellement, la direction fait faire des heures supplémentaires le soir et le samedi.

A l'Outillage central thermique, sous prétexte d'un travail urgent en électroérosion, la direction voulait que 4 ouvriers fassent équipe en 2 x 8 quelques semaines d'abord fin 1985, et elle verrait en 1986.

A une cinquantaine, lors d'une demi-heure d'information syndicale, où étaient présents presque tous les ouvriers de l'atelier, nous avons décidé de demander au directeur qu'il vienne s'expliquer sur l'avenir de cet atelier avant que nous puissions nous prononcer sur le test du passage en équipe. En ce moment, Chausson cherche à vendre le secteur thermique. La direction a refusé de venir s'expliquer et le chef de service a déclaré que le travail serait sous-traité, ce qui est fait couramment d'habitude. Le test flexibilité de passage en équipe est donc tombé à l'eau.

films

UN FILM DE ZHENG JUNLI

# "CORBEAUX ET MOINEAUX"

*La Chine à la chute de Tchang Kaï-chek*

Tourné clandestinement à Shanghaï en 1948 et achevé en 1949 après la victoire des troupes de Mao, ce film, réalisé avec peu de moyens, retrace l'atmosphère et l'incroyable pagaille qui régnait en Chine dans les derniers moments du régime de Tchang Kaï Chek.

A travers le conflit qui oppose un propriétaire et ses locataires, le réalisateur chinois Zheng Junli dépeint les conditions de vie à cette époque des habitants d'un quartier pauvre de Shangaï : M. Hou et sa maîtresse, cadre du régime qui, après s'être approprié l'immeuble grâce à ses appuis, tente maintenant de le vendre avant l'arrivée des armées de Mao, incarnent toute la rapacité et la bassesse des couches dirigeantes. Les locataires, eux, symbolisent la population pauvre des villes : un professeur, opposant bien timoré au régime, et sa famille ; les Xiao, famille de petits commerçants, pauvres mais âpres au gain et prêts à tout pour s'en sortir ; un vieux lettré, employé d'imprimerie et ancien propriétaire de l'immeuble, dépossédé parce que son fils est accusé d'avoir des sympathies communistes ; enfin, une jeune paysanne devenue servante chez les Hou.

Affolé par la mise en vente de la maison et par la perspective d'être jeté à la rue, chaque locataire cherche dans un premier temps à se tirer d'affaire : le petit commerçant essaye en ces temps troublés de spéculer pour pouvoir racheter l'immeuble, le professeur met ses espoirs dans l'obtention d'un logement de fonction tandis que le vieux, sans solution, s'apprête à faire ses valises. Mais les projets des uns et des autres s'effondrant et la chute du régime se précisant, tous les locataires finalement s'uniront pour résister.

Si les personnages sont parfois caricaturaux, en particulier le propriétaire, ils ne sont pas sans nuances. Les pauvres sont décrits comme timorés, hésitants ; lâches et égoïstes mais aussi comme tendres et attachants. De même si le réalisateur montre l'intérêt de cette population pour l'avance des armées maoïstes, il montre que c'est plus parce que cela signifie la chute d'un régime haï, pourri et corrompu, comme l'était celui du Kuo Min Tang alors au pouvoir que pour les espoirs que le régime de Mao suscite.

En tout cas, l'atmosphère et la situation de cette fin de régime évoquée avec beaucoup de vie et d'humour ne manque pas d'intérêt. Mais attention, ce film à diffusion restreinte risque de ne pas rester longtemps à l'affiche.

**Roger MEYNIER**

sélection ciné

## Films récents...

**L'ANNEE DU DRAGON**
**de Michaël Cimino**

Un commissaire de police fonceur décide de "nettoyer" le quartier chinois de New York — Chinatown — des magnats de la drogue, des jeux, du racket.

Le commissaire, héros du film, règle en fait son compte personnel avec la société américaine, et il le règle à la manière d'un homme pour qui la guerre du Vietnam a été une école de haine profonde contre les peuples d'Asie.

Un film intéressant.

**Gaumont les Halles 1er (VO), Rex 2e, Ciné Beaubourg 3e (VO), Hautefeuille 6e (VO), Odéon 6e (VO), UGC Montparnasse 6e, Marignan 8e (VO), Normandie 8e (VO), Français 9e (VO), 14 Juillet 11e (VO), Nation 12e, UGC Gare de Lyon 12e, Fauvette 13e, Gaumont Sud 14e, Montparnasse Pathé 14e, Kinopanorama 15e (VO), UGC Convention 15e, Trois Murat 16e, Wepler 18e, Secrétan 19e, Gambetta 20e.**

**LA PARENTÈLE**
**de Nikita Mikhalkov**

Une villageoise russe rend visite à sa fille citadine dont elle découvre avec un certain effarement le mode de vie. Un film intéressant qui, s'il semble louer les vertus de la vie paysanne traditionnelle face à la vie urbaine marquée par les modes venues d'Occident, constitue une satire aigre-douce de la vie actuelle en URSS.

**Reflet-Logos 5e (vo). Marbeuf 8e (vo).**

**UNE FEMME OU DEUX**
**de Daniel Vigne**

Gérard Depardieu en jeune anthropologue flanqué d'une femme noire vieille de deux millions d'années et d'une publicitaire ne manquant pas d'idées, tel est le trio cocasse réuni pour cette comédie sympathique sur le monde scientifique et publicitaire.

**Gaumont Ambassade 8e. Paramount Opéra 9e. Paramount Montparnasse 14e.**

**LES NOCES DE FIGARO**
**de Jean-Pierre Ponnelle**

L'opéra de Mozart dont le livret a été directement inspiré par la pièce de Beaumarchais. Une intrigue pleine de surprises et de retournements, assaisonnée d'insolence à l'égard de la bonne société du 18ème siècle. Un spectacle réjouissant avec des interprètes de grand talent : Fischer-Dieskau, Kiri Te Kanawa, Mirella Freni, Hermann Prey...

**Vendôme 2e (vo).**

**PAPA EST EN VOYAGE D'AFFAIRES**
**d'Emile Kusturica**

Dans la Yougoslavie du début des années 50, au moment de la querelle Tito-Staline, les malheurs d'un petit bureaucrate vus par les yeux malicieux et perspicaces de son fils. Un film fin et chaleureux, rempli de notations qui font comprendre bien des aspects de la société yougoslave de cette époque, vécue du côté des petits privilégiés.

**Gaumont les Halles 1er (vo). Saint-André-des-Arts 6e (vo). Trois-Luxembourg 6e (vo). Colisée 8e (vo). Reflet-Balzac 8e (vo). 14-juillet 11e (vo). Montparnos 14e.**

**ALAMO BAY**
**de Louis Malle**

Dans un port du Texas, des réfugiés vietnamiens, en concurrence avec des petits Blancs dans leurs activités de pêche, sont en butte au racisme. Inspiré de faits réels.

**Marbeuf 8e.**

**TROIS HOMMES ET UN COUFFIN**
**de Coline Serreau**

Trois machos transformés en mères-poules par l'arrivée inopinée d'un bébé dans un couffin.

**Forum Orient Express 1er, Gaumont Richelieu 2e, Impérial 2e, Hautefeuille 6e, Gaumont Ambassade 8e, George V 8e, St-Lazare Pasquier 8e, Athéna 12e, UGC Gare de Lyon 12e, Fauvette 13e, Mistral 14e, Montparnos 14e, Sept Parnassiens 14e, 14 Juillet 15e, Mayfair 16e, Clichy Pathé 18e.**

**RAN**
**d'Akira Kurosawa**

Une transposition du *Roi Lear* dans le Japon des XV-XVIe siècles.

**Gaumont Les Halles 1er (VO), Berlitz 2e, Trois Luxembourg 6e (VO), Colisée 8e (VO), Athéna 12e (VO), Escurial 13e (VO), Sept Parnassiens 14e.**

## ... et moins récents

**AMADEUS**
**de Milos Forman**

Le conflit imaginaire entre Mozart, le génie farceur et trop gai, et Antonio Salieri, compositeur officiel sombre et jaloux. Les deux portraits sont remarquables et la musique merveilleuse.

**Panthéon 5e. Lucernaire 6e (vo). George-V 8e (vo). Lumière 9e. Tourelle 20e.**

UN FILM DE NELSON PEREIRA DOS SANTOS

# "MÉMOIRES DE PRISON"

*Un écrivain dans les prisons brésiliennes, avant la guerre*

Ces "mémoires", ce sont celles qu'écrivit pendant son séjour en prison le romancier brésilien Graciliano Ramos, arrêté en mars 1936 alors qu'il était directeur de l'enseignement de l'Etat d'Alagoas. Quelques mois auparavant, en novembre 1935, un régiment d'infanterie et un groupe d'officiers de l'Ecole de l'air de Rio de Janeiro, sympathisants avec le Parti Communiste brésilien, avaient tenté un soulèvement pour renverser la dictature de Gétulio Vargas. Dans la vague de répression qui suivit, le Parti Communiste brésilien fut interdit et de nombreuses personnes arrêtées par la police de Vargas simplement parce qu'elles étaient soupçonnées de sympathies communistes. Tel fut le cas de Graciliano Ramos.

Le film ne montre pas ces événements, mais leurs acteurs sont partout présents pendant toute la première partie du film, où Graciliano est enfermé à la prison de Rio. Là, les détenus sont tous des prisonniers politiques. Des militants communistes, des officiers de l'aviation rebelles... Dans les cellules, on donne des cours de marxisme, de mathématiques, de russe ou d'anglais. Une "radio" est même organisée avec les moyens du bord pour tenir les détenus en contact avec les événements du monde extérieur. Toute une organisation est mise sur pied qui permet aux prisonniers de résister.

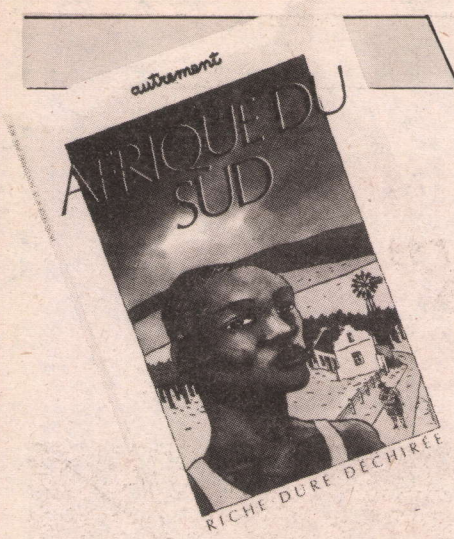
Cette prison de Rio, Graciliano ne va pas y rester. Il en sort, croyant être libéré, mais en fait pour aller au bagne. Et là, la situation est totalement différente. Il se trouve avec des détenus de droit commun, dans des conditions épouvantables car, comme leur dit leur gardien-chef, *"Vous êtes juste là pour mourir"*. Mais même dans cet enfer, les hommes ne sont pas complètement brisés, et la solidarité existe encore, permettant de survivre.

Graciliano Ramos, dans le film en tout cas, se cantonne dans une attitude de spectateur, consignant scrupuleusement tout ce qu'il voit dans ses "mémoires", attentif à ne jamais se départir de son statut "d'écrivain" qui regarde tout cela finalement d'un peu haut.

Cela n'empêche pas le film de montrer de manière émouvante la solidarité d'hommes résistant, même dans les pires conditions, à un système construit pour les briser.

**Daniel MESCLA**

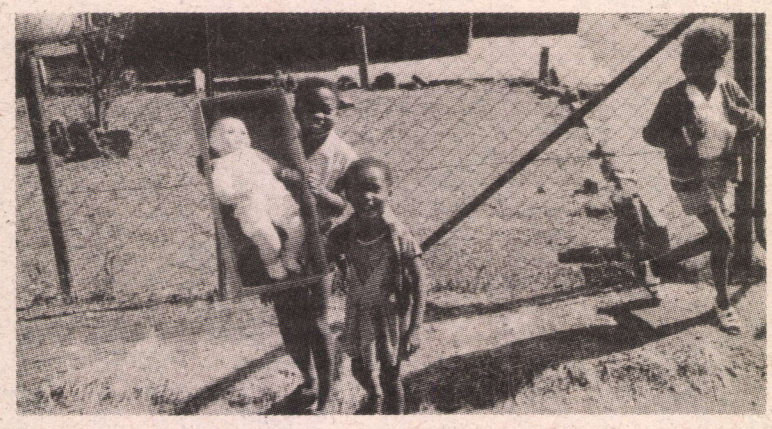
# Livres




## UN NUMÉRO HORS-SÉRIE DE LA REVUE "AUTREMENT"

# "AFRIQUE DU SUD"

*La vie au jour le jour au pays de l'Apartheid*



Ce recueil d'articles de journalistes sud-africains ou européens, d'extraits ou de brefs récits d'universitaires, d'interviews de familles noires, etc, ponctué de cartes du pays, d'illustrations et de rappels historiques, constitue une véritable plongée dans la vie quotidienne en Afrique du Sud.

Le choix des textes qui y figurent a été réalisé par Georges Lory qui explique, dans sa brève introduction : *"Autrement" a choisi son camp, celui qui mène vers une démocratie véritable où tous les groupes seraient associés au gouvernement central et pourraient en changer".* Et ce n'est probablement pas un hasard si le texte concluant le recueil est celui d'un professeur d'une université sud-africaine qui s'achève par ces mots : *"les forces en vue d'une démocratie évolutive de type occidental sont lancées et ne peuvent désormais être arrêtées ou détournées".* Derrière les prises de position indignées contre le régime raciste de Pretoria, le soutien affirmé à la lutte engagée par les Noirs, à la révolte de la jeunesse, derrière la description de la montée des organisations syndicales ou politiques noires, Georges Lory semble donc mesurer les chances pour ce pays en guerre civile larvée mais permanente de réussir son passage à un régime nationaliste et démocratique de type occidental. Est-ce souhaitable ou même simplement possible ? Lory semble lui-même en douter, sans pourtant envisager d'autre perspective politique à la lutte des Noirs sud-africains aujourd'hui.

Cela étant dit, ce numéro d'*Autrement* apporte une masse de détails intéressants sur les aspects les plus divers de l'Apartheid. Depuis la vie des mineurs noirs, travaillant à genoux par 4 000 mètres de fond, ne voyant leurs familles que deux fois l'an et encore, victimes de 6 000 accidents de travail mortels par an, jusqu'à la culture du vin par des descendants de Huguenots français ; depuis la misère dans les bantoustans où femmes et enfants attendent le mandat envoyé par les pères partis travailler à la mine ou à l'usine, jusqu'à la vie d'un grand hôtel pour milliardaires ; en passant par la constitution d'équipes sportives, la description des diverses musiques populaires, mais aussi de la constitution des syndicats noirs, des partis politiques, etc.

Bref, ces documents accumulés sur tant de faits et de situations odieux constituent, indépendamment du point de vue de leurs auteurs, un réquisitoire vivant et sans appel contre la férocité de l'oppression exercée par les Blancs en Afrique du Sud. Sud.

**P.G.**

Afrique du Sud, *un numéro hors-série de la revue Autrement.*
*255 pages, 80 F*

## UN ROMAN DE YANN QUEFFÉLEC, PRIX GONCOURT

# "LES NOCES BARBARES"

Yann Queffélec a obtenu le prix Goncourt pour ce roman qui raconte l'histoire d'un enfant en quête de l'amour de sa mère.

Ludovic est né d'un viol, dans des conditions atroces, alors que sa mère avait treize ans. Cette mère le rejette, ne pouvant voir en lui que l'incarnation de ce qu'elle a subi. L'enfant est martyrisé par son entourage familial, dont l'auteur souligne les sentiments frustes, les aspects mesquins. Ses grands-parents, boulangers dans un village, n'ont qu'un souci : cacher cet enfant aux yeux du village, de leurs clients... et de leurs propres yeux.

Et c'est tout naturellement que, plus tard, il va être considéré comme idiot, et que sa famille va s'en décharger en l'envoyant dans une maison pour handicapés mentaux.

Le personnage de Ludovic ne laisse pas indifférent. Ses efforts maladroits pour se faire accepter, pour prouver *"qu'il n'a pas un singe dans la tête"*, ses lettres à sa mère depuis la maison pour handicapés, sont des passages qui touchent, mais ce ne sont que des passages. Dans l'ensemble, on reste extérieur à cette triste histoire.

**Philippe AVRIL**

Les Noces Barbares, de Yann Queffélec. Ed. Gallimard. 309 pages, 85 F.

# Sélection télé

### Samedi 30 novembre

**20 h 40. TF1 — Série noire : Le grand môme,** téléfilm d'après le roman d'ADG, noir à souhait.
**22 h 15. TF1 — Droit de Réponse,** de Michel Polac, intitulé **Rassurez-vous,** mais pas rassurant du tout ! La parole est laissée aux représentants des compagnies d'assurances qui pleureront certainement misère pour essayer de nous faire accepter les augmentations de polices qu'ils préparent pour l'an prochain.

### Dimanche 1er décembre

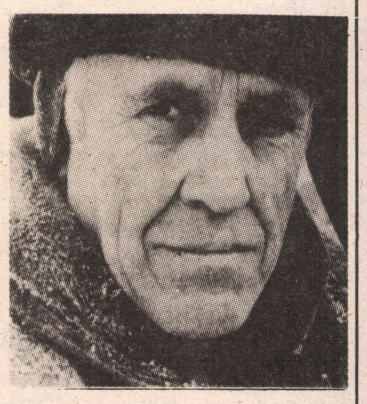
**20 h 35. TF1** — Téléfilm réalisé par Jacques Ertaud : **Ne pleure pas,** avec Charles Vanel dans le rôle d'un vieux retraité aigri qui ne supporte pas qu'une bande de quatre jeunes vienne camper dans "sa" prairie.
**20 h 35. A2** — Théâtre : **Le sablier,** de Nina Campaneez. Trois couples avec leurs problèmes et trois époques : le 18e, le 19e et le 20e siècles.
**22 h 30. FR3 — Cinéma de minuit** poursuit son **Hommage à Ingmar Bergman** avec le film **La honte.** Comment la peur d'un conflit militaire bouleverse la vie d'un couple.

### Lundi 2 décembre

**15 h 20. TF1 — Dieu est mort,** de John Ford, d'après le roman **La puissance et la gloire** de Graham Green, avec Henry Fonda. Quelque part en Amérique centrale, un curé fuit la police qui le traque...
**20 h 35. TF1 — Richard III,** film de et avec Laurence Olivier, d'après la pièce de Shakespeare. Un épisode de l'histoire de l'Angleterre remarquablement raconté et mis en scène.
**20 h 35. A2 — Les derniers jours de Pompei,** de Peter Hunt. Premier épisode d'un film qui en comprendra quatre sur l'histoire de la ville au 1er siècle de notre ère, avant l'éruption du Vésuve qui devait engloutir la cité. Un peplum... avec Laurence Olivier.
**20 h 35. FR3 — Le cinéma et les stars** présente **La marraine de Charley,** de Pierre Chevalier, avec Fernand Raynaud. Une comédie, bien sûr !
**22 h 10. A2 — Le cerveau.** Sixième séquence consacrée aux yeux et intitulée **Voir et se mouvoir.**

### Mardi 3 décembre

**20 h 35. TF1** — Deuxième épisode du feuilleton **Au plaisir de Dieu,** qui relate le conflit au sein d'une grande famille aristocratique entre le père nostalgique royaliste et les fils républicains, dans la France d'après la guerre de 1914-18.
**20 h 35. A2** — Les **Dossiers de l'écran** présentent un film américain consacré à **Sakharov,** père de la bombe H soviétique, prix Nobel de la paix en 1975 et aujourd'hui en rélégation en URSS même. Le débat qui suivra portera sur **"les droits de l'homme"** avec Hélène Carrère d'Encausse, Andrei Tarkovski, Marek Halter, etc., des invités plus préoccupés en général dans ce domaine des problèmes — réels — des petits bourgeois russes



— intellectuels, juifs ou autres — que de ceux de la population.
**22 h 10. TF1 — Le plus grand musée.** Deuxième émission sur le musée du Louvre : **L'Orient ancien, Irak et Syrie.**

### Mercredi 4 décembre

**20 h 35. TF1 — Colette.** Quatrième et dernier épisode consacré à la vie de l'écrivain.
**20 h 35. A2 — L'heure de vérité** — la bien nommée ? — est consacrée à **Raymond Barre** interviewé par une poignée de journalistes.
**22 h 45. FR3 — Néo-Polar : Un père anonyme,** avec des artistes anonymes pour un bon film noir mettant en scène un mécanicien en butte à des trafiquants de drogue.

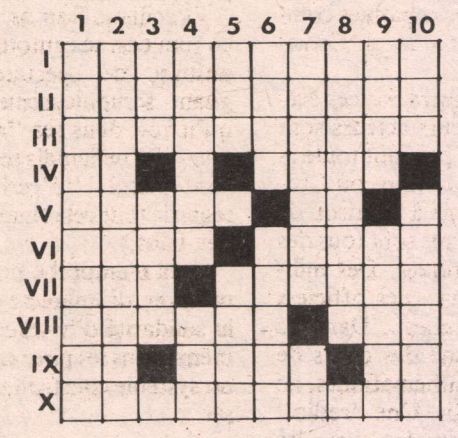
### Jeudi 5 décembre

**20 h 35. TF1** — Cinéma : **Petit Joseph,** de J.-M. Barjol. Une famille se dispute dans un HLM de Bagnolet sous les yeux clairvoyants d'un enfant de 7 ans.
**20 h 35. FR3** — Téléfilm réalisé par Hervé Bromberger : **Le traité de paix.** En 1960, l'affrontement puis le début d'une amitié entre un jeune du contingent français envoyé en Algérie et un combattant du FLN algérien.

### Vendredi 6 décembre

**20 h 35. TF1 — Johnny Metro Blues.** Une émission entièrement consacrée au chanteur Johnny Hallyday.
**21 h 35. FR3 — Face à la Trois** se retrouve Georges Marchais. Le secrétaire général du Parti Communiste français inaugure la campagne électorale de son parti.
**23 h 50. A2 — Ciné-Club : Cycle fantastique. La féline,** de Jacques Tourneur, avec Simone Simon. Une femme obsédée par les chats...

## MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT :
I. Listes complètes de colis et marchandises. II. Complexe lorsqu'il s'agit d'un nombre. III. Peu intelligibles. IV. Il est personnel. Il avait le visage d'un enfant. V. Rivière de France. Symbole chimique. VI. Remorque. Surplomb sur la route de Lyon à Turin. VII Artère désordonnée. Prénom. VIII. Evidente. Voie rapide. IX. Adverbe. Un antiseptique. Ilot. X. Arrêtés.

VERTICALEMENT :
1. Lettres rouges sur manuscrits enluminés. 2. Transforment. 3. De bas en haut : règlement de police rural. Perte d'eau. 4. Il rampe en Amérique. Un enfant peut l'être du premier ou du second. 5. Matérialise la verticale s'il est plombé. Il succède à Saint-Médard. 6. Il épousa la fille du roi du Latium. Ensemble des principes d'après lesquels on agit. 7. Reptile. Préposition. 8. Attiser. 9. Epoques fixes. Coule dans les Alpes. 10. Son au pluriel. Ils peuvent être lumineux par eux-mêmes ou emprunter la clarté des autres.

### SOLUTION DU N° PRÉCÉDENT

| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| I | L | A | M | P | I | S | T | E | S |
| II | A | G | E | ■ | C | ■ | E | P | I |
| III | B | U | D | G | E | T | ■ | E | S |
| IV | O | E | I | L | L | A | D | E | ■ |
| V | R | U | T | U | L | E | S | ■ | M |
| VI | A | S | A | ■ | E | L | ■ | D | O |
| VII | T | I | T | O | ■ | ■ | S | U | R |
| VIII | O | E | I | L | L | E | T | ■ | T |
| IX | I | ■ | O | E | I | L | ■ | A | ■ |
| X | R | E | N | N | E | S | ■ | M | E |
| XI | E | U | S | ■ | R | A | S | E | R |
| XII | | | | | | | | | |

# TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, SOYONS UNIS!

Deux manifestations contre le racisme sont prévues à Paris. Le samedi 30 novembre, à l'appel d'organisations de jeunes immigrés, soutenues par la CGT, une manifestation partira à 13 heures de Barbès, à Paris. Ensuite, le samedi 7 décembre, à l'appel de SOS-Racisme, une manifestation aura lieu à 15 heures de la Bastille à la Concorde, et se terminera par un spectacle musical à partir de 19 heures à l'Héliport de Paris, porte de Sèvres.

Lutte Ouvrière appelle ses lecteurs et sympathisants, tous les travailleurs, jeunes et moins jeunes, français et immigrés, à soutenir de leur présence ces manifestations et rassemblements, car il est important que de telles initiatives aient le soutien de tous ceux qui considèrent que le racisme est une arme entre les mains des adversaires de la classe ouvrière.

## "SOS-RACISME" ET LES INTELLECTUELS

# UN ANTIRACISME QUI S'ACCOMMODE DE LA SÉGRÉGATION SOCIALE

Des intellectuels, journalistes, scientifiques ont répondu, dimanche 24 novembre, à l'appel de "SOS-Racisme" et se sont réunis à Paris pour discuter du pourquoi et du comment du racisme renaissant.

Ce que *Libération* qualifiait de *"première manifestation de "SOS-Intellos"* s'intitulait "Melting-potes", en un jeu de mots qui se voulait sans doute attirant pour des intellectuels, puisque cette expression désigne un "creuset" en anglais et sert habituellement à qualifier le peuplement des Etats-Unis en tant que résultat d'un mélange de populations diverses. En fait ce symbole du "creuset" était révélateur du projet politique des organisateurs : rassembler dans le même "creuset" prétendument apolitique tous ceux qui, de la gauche à la droite, n'entendent pas combattre réellement le racisme, mais prêchent l'intégration des émigrés dans la société... telle qu'elle est.

La pléïade d'intellectuels réunis en cette occasion ont pratiquement tous développé, avec des arguments variés il est vrai, la même idée selon laquelle "le racisme, ce n'est pas moral". Certes. Mais se cantonner au terrain de la morale, de grandes idées bienveillantes et abstraites, c'est du coup se condamner à ne combattre qu'un racisme abstrait et éthéré, irréel, et finalement à ne rien faire contre le racisme concret, contre les forces qui lui donnent naissance et contre celles qu'il met en branle. Et qu'est-ce que la morale, les "nobles" sentiments peuvent valoir, dans une société dont toute la morale est justement de ne pas faire de sentiments, dès lors que sont en jeu les intérêts des possédants ?

La conclusion de l'intervention du professeur Minkowski, du moins telle que la rapporte *Libération* du 25 novembre, même bien intentionnée, fait tout à fait dérisoire : *"J'étais Juif polonais en 1915. Ça valait bien Maghrébin aujourd'hui. Et tout cela, pour moi, ne s'est pas mal terminé"*. Cette *"note optimiste"* personnelle, comme dit *Libération,* ne peut évidemment faire oublier que cela ne s'est pas aussi bien "terminé", voici quarante ans, pour des millions de Juifs polonais et autres, victimes de la barbarie nazie.

Cette barbarie prit naissance dans l'un des pays les plus cultivés, les plus développés, les plus riches au monde. Et elle a pu disposer de moyens d'extermination sans précédent, parce que les bourgeois "cultivés" d'Allemagne et du monde entier se trouvaient confrontés à des problèmes sans précédent. Ceux-ci n'ont pas hésité à utiliser, à payer, à prendre à leur service ceux qui spéculaient sur les pires sentiments de la petite bourgeoisie allemande, pour en faire une force de combat contre ceux qui étaient présentés comme menaçant la "race", les Juifs, mais d'abord la classe ouvrière allemande, l'une des plus fortes, des mieux organisées d'alors.

Et les intellectuels d'alors qui ont refusé de rejoindre le camp du prolétariat, de se battre à ses côtés, en se contentant d'une dénonciation, dès lors, forcément platonique du racisme nazi, ces intellectuels-là (sans compter ceux qui rallièrent le nazisme), au mieux, ont fait preuve d'un immense aveuglement social. Un aveuglement qui, dans de telles conditions, ne signifiait qu'une chose : refuser de se donner les seuls moyens existants de combattre la menace raciste quand il était encore temps. Car lorsque le racisme, le nationalisme et toutes les diversions réactionnaires menacent, il faut choisir son camp politique et social : la révolution prolétarienne ou la barbarie. N'ont-ils donc rien appris ou sont-ils trop attachés à ce système, ces intellectuels d'aujourd'hui qui, tel Claude Mauriac, expliquent qu'il faut *"dépolitiser l'antiracisme"* afin *"d'associer des hommes de droite à* (cette) *démarche" ?*

Certes, il y a quand même eu quelques propos pour trancher, tels ceux de Pierre Bourdieu reprochant aux présents leur *"prêchi-prêcha"*, à la gauche de faire de *"la morale"*, quand elle ne verse pas dans *"l'hypocrisie"* d'un Mitterrand qui vient *"dire aux immigrés :* "Vous êtes ici chez vous", *en les laissant dans des bidonvilles"*, cette *"gauche qui transforme les problèmes politiques en problèmes moraux"* et qui s'étonne que les racistes jugent les immigrés *"épouvantables"* alors qu'on les oblige à vivre *"dans des conditions épouvantables"*.

Le directeur du *Nouvel Observateur,* Jean Daniel, lui, n'a pas fait dans l'hypocrisie mais dans le cynisme en défendant les propos de Mitterrand : *"Dire aux immigrés :* "Vous êtes chez vous" *permet ensuite de leur dire : "Vous portez telle ou telle responsabilité dans la cohabitation"*. Depuis que Barre et Mitterrand ont fait, ces jours derniers, des petites déclarations "antiracistes", ce serait donc un nouvel argument... en faveur de la cohabitation des partis de gauche et de droite pour après mars 1986 ? Façon de dire sans doute aux émigrés, et en se dédouanant d'avance par des propos "antiracistes", que, quel que soit le gouvernement, ils doivent être "responsables", se tenir tranquilles et remercier des gouvernants "éclairés" ? Les racistes déclarés, eux, qui ne se recrutent pas habituellement parmi les intellectuels proches du pouvoir, disent cela plus simplement et moins hypocritement : que les émigrés restent à leur place !

Alors, avec les déclarations de Barre et de Mitterrand, le président de SOS-Racisme et membre du PS, Harlem Désir, trouve que *"l'on respire mieux depuis quelques semaines"*. Il se contente vraiment de peu.

Les déclarations des francs-maçons, des Eglises condamnant récemment *"certaines manifestations d'intolérance"*, celles d'un Mitterrand sur les émigrés qui sont *"ici chez eux"*, ou celles d'un Barre refusant *"l'exploitation électorale du thème de l'immigration"*, tout cela tranche, évidemment, sur le langage d'un Chirac ou d'un Le Pen. Barre, Mitterrand, les bourgeois franc-maçons, les Eglises disent respecter les émigrés en tant qu'hommes. Soit. Mais, ce respect ne va pas jusqu'à dénoncer l'exploitation de l'homme par l'homme, jusqu'à s'insurger contre la ségrégation sociale. Ils respectent l'homme, surtout quand il accepte sa condition d'exploité.

Les racistes divisent les hommes selon la couleur de leur peau ou de leur passeport. Les bourgeois *"éclairés"*, eux, veulent les unir dans les chaînes de l'exploitation. Ces gens-là ne sont pas les frères des travailleurs — n'en déplaise à J. Daniel et à H. Désir — car tous entendent taire les divisions qui opposent les hommes entre exploiteurs et exploités. En 1848 déjà, Marx avait transformé la vieille devise de la Ligue des Communistes, *"Tous les hommes sont frères"*, en *"Prolétaires de tous les pays, unissez-vous"*, expliquant que, dans cette société divisée en classes, il y avait des hommes dont il ne voulait, ni ne pouvait, se sentir *"frère"*.

Ce choix reste d'actualité pour tous ceux qui, aujourd'hui, veulent non seulement dénoncer le racisme mais le combattre en prenant le mal à la racine.

**Pierre LAFFITTE**

# LES ANTIRACISTES CONSÉQUENTS COMBATTENT LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE

Les communistes révolutionnaires ont toujours combattu le racisme, le nationalisme et tous les préjugés qui divisent les travailleurs. C'est autant pour couper court aux antagonismes nationaux qui divisaient les rangs ouvriers que pour élever le degré d'organisation de la classe ouvrière que fut fondée, en 1864, l'Association Internationale des Travailleurs.

Le racisme, comme la xénophobie et le chauvinisme, est une gangrène qui ronge et affaiblit la classe ouvrière parce qu'il la divise. Depuis les débuts du capitalisme industriel, les patrons sont allés chercher leur main-d'œuvre dans des régions pauvres de la planète, rassemblant dans leurs usines une mosaïque de peuples. La classe ouvrière française, y compris les travailleurs qui se sentent "français", est pour une grande partie composée de descendants d'immigrés italiens, polonais, nord-africains, africains, espagnols, portugais... A chaque nouvelle vague d'immigration, les exploiteurs, même lorsque individuellement ils se disaient dégagés des préjugés racistes, ne se sont jamais fait faute d'utiliser les préjugés racistes et xénophobes pour diviser les rangs ouvriers. Les exploiteurs ont vite compris combien il leur était profitable de jouer sur les différences religieuses, ethniques ou culturelles pour créer la discorde entre travailleurs nationaux et immigrés, mais aussi entre immigrés de différentes origines.

Le racisme est un préjugé, mais essentiellement un préjugés de pauvres, de faibles qui, individuellement, ne voient d'autre solution que de rejeter la faute de leur misère sur plus pauvres qu'eux. La haine qu'éprouvent les travailleurs pour leurs exploiteurs nécessite, pour s'exprimer, que se développe la force collective de la classe ouvrière, avec ce que cela suppose de courage personnel. Et lorsque les travailleurs ne trouvent pas la force et le courage de s'attaquer à leurs exploiteurs, lorsque leur haine des exploiteurs est moins forte que leur peur, certains la retournent contre leurs frères de misère. Le racisme, c'est la révolte dévoyée et la lâcheté des pauvres.

Le racisme se développe en raison inverse de la confiance qu'ont les travailleurs dans leur force collective. Et les périodes de crise, de chômage, de difficultés innombrables sont propices au développement du racisme, parce qu'elles engendrent la démoralisation ouvrière. C'est de ce point de vue, aussi, que se juge la politique des grandes organisations de la classe ouvrière ces dernières années.

Que des hommes comme Le Pen tentent d'utiliser, voire d'attiser les préjugés racistes ne doit pas surprendre : ces hommes-là sont les ennemis déclarés de la classe ouvrière, toutes nationalités confondues, et ils ne font que leur métier de valets des exploiteurs.

Mais la démoralisation des travailleurs, sur laquelle se développe le racisme, les organisations de la gauche officielle ont toutes contribué à l'ancrer. Toutes, aussi bien le Parti Socialiste qui, au gouvernement, a trompé les travailleurs, que les syndicats et le Parti Communiste. Car toutes, au moins pour certaines d'entre elles pendant les trois premières années du gouvernement, ont démobilisé les travailleurs, ont jeté le discrédit sur les actions collectives de la classe ouvrière en liant son sort à la politique gouvernementale. Cette démoralisation politique, s'ajoutant à celle qu'engendre le chômage, a frayé la voie à la montée de l'extrême-droite.

Pour des travailleurs conscients de leurs intérêts de classe, pour des révolutionnaires, la lutte contre les préjugés racistes n'est pas séparable de la préparation, aujourd'hui, des conditions de l'offensive ouvrière de demain contre les exploiteurs.

D'une certaine façon les préjugés racistes sont des sentiments de classe, mais d'une classe ouvrière qui s'affaiblit, de façon forcément peu glorieuse, en perdant le respect de soi et la conscience de ses intérêts sociaux.

C'est bien pourquoi pour nous, communistes révolutionnaires, le seul combat réel contre le racisme est un combat à mener pour que le plus grand nombre de travailleurs prennent conscience de qui sont leurs véritables ennemis, pour qu'ils sachent diriger leurs coups contre leurs exploiteurs capitalistes et finalement contre un système qui secrète le racisme par tous ses pores et le développe dans cette période de crise économique.

Aujourd'hui, le racisme est indissolublement lié à l'organisation de la société sur des bases capitalistes. Il ne peut disparaître définitivement tant que subsistera ce monde capitaliste, dont l'un des aspects du pourrissement est justement le développement de la pourriture raciste.

**P.L.**

**SAMEDI 7 DÉCEMBRE à partir de 16 h 55 environ, notre camarade Arlette LAGUILLER interviendra dans le cadre de l'émission *Liberté 3,* tribune libre de FR3, sur le racisme et le nationalisme.**

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995